

Rendez-vous de la coopération québécoise et canadienne dans la Francophonie: *Des partenariats durables*

Du 15 au 17 octobre 2008

Pavillon Alphonse-Desjardins de l'Université Laval



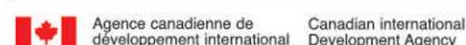
Dr Réjean Thomas, porte-parole de l'événement

La place de la société civile	5
La crise alimentaire mondiale	5
Des succès de coopération internationale	6
Concours	19
Programmation	20

www.rvcooperation.com



Partenaires financiers :



Projet homologué par :





Rendez-vous de la coopération
québécoise et canadienne
dans la Francophonie

Un développement axé sur les résultats

En tant que membre de la communauté internationale, le Canada s'associe à ses partenaires pour combattre la pauvreté dans le monde. La coopération internationale constitue donc un volet primordial des relations du Canada avec la Francophonie internationale.

Le Canada est fier d'accueillir le XII^e Sommet de la Francophonie à Québec, du 17 au 19 octobre prochain, et d'en présider les travaux. En plus de certains dossiers politiques internationaux, quatre grands enjeux seront au centre des discussions des chefs d'État et de gouvernement : démocratie et état de droit, gouvernance économique, environnement et la langue française.

La Francophonie est une enceinte multilatérale importante qui permet au Canada de faire entendre sa voix sur les grands enjeux internationaux et de faire avancer des questions prioritaires, notamment l'efficacité de l'aide internationale, la gestion axée sur les résultats, la réduction de la pauvreté et l'égalité entre les femmes et les hommes.

Au cours des quarante dernières années, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a apporté une aide humanitaire et a soutenu le développement dans les pays francophones.

Nous sommes fiers du travail accompli par des organisations et des Canadiens remarquables qui, avec le soutien de l'ACDI, se sont consacrés aux gens dans le besoin. Ils donnent corps aux valeurs chères à tous les Canadiens, eux qui ont à cœur le sort de ceux qui ne bénéficient pas de la sécurité et de la qualité de vie dont nous jouissons au Canada.

Le gouvernement du Canada salue tous ceux qui ont véritablement changé la vie d'enfants, de familles et de collectivités tout entières dans les pays en développement, entre autres au sein de la Francophonie.



Gouvernement
du Canada Government
of Canada



La Francophonie, une collaboration profitable...

En cette année du 400^e anniversaire de sa fondation, on ne pouvait mieux choisir que la ville de Québec pour tenir le Rendez-vous de la coopération québécoise et canadienne dans la Francophonie. À la veille du XII^e Sommet de la Francophonie, qui se tiendra du 17 au 19 octobre, Québec devient le lieu de rayonnement des actions de solidarité entre les peuples francophones.

Contribuer à l'effort de solidarité internationale fait partie intégrante de la Politique internationale du Québec, lancée en 2006, et c'est dans les pays de la Francophonie que le Québec entend poursuivre son action en priorité.

Par leur expérience et leur expertise, les organisations, entreprises et institutions québécoises jouent sans aucun doute un rôle de premier plan dans l'action de solidarité internationale du Québec. Le ministère des Relations internationales est fier de soutenir, depuis près de dix ans, les organismes de coopération internationale dans la réalisation de projets de développement qui, en réel partenariat avec des organisations d'ailleurs, contribuent au renforcement des communautés des pays de la Francophonie.

Je tiens à souligner l'importance des enjeux qui seront au cœur de l'événement, notamment l'éducation, la santé, la gestion des ressources naturelles, l'égalité entre les femmes et les hommes ainsi que la gouvernance démocratique.

Je vous invite donc à venir témoigner des réussites des actions de coopération internationale des organisations et entreprises d'ici et à rencontrer leurs partenaires du Sud à Québec. Bienvenue à toutes et à tous!



MONIQUE GAGNON-TREMBLAY
Ministre des Relations internationales
et ministre responsable de la Francophonie



Le Canada et la Francophonie internationale

Depuis 40 ans, le Canada, par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), travaille pour réduire la pauvreté dans le monde et favoriser le développement durable. Grâce aux compétences, aux connaissances et au savoir-faire de nos partenaires d'ici et d'ailleurs nous atteignons des résultats tangibles. L'efficacité de l'aide est une priorité pour le Canada.

La coopération canadienne dans l'espace multilatéral francophone se traduit, entre autres, par un appui financier à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et aux organisations qui lui sont rattachées. Leurs programmes de coopération ont mené à des résultats tangibles pour les populations du monde francophone.

Par exemple, depuis 2002, le groupe multilatéral d'experts francophones en sciences de l'éducation de l'OIF forme des en-

seignants et crée des réseaux dans 29 pays. L'OIF appuie aussi la production locale de manuels scolaires de qualité, adaptés aux contextes socioculturels, et ce, à des coûts accessibles aux familles.

L'ACDI s'associe également à ses partenaires de la société civile canadienne pour mettre en œuvre des projets de développement dans des pays de la Francophonie. Ainsi, Développement international Desjardins appuie l'essor du réseau de caisses populaires Nyésigiso, au Mali. Des personnes comptant parmi les plus pauvres reçoivent de petits prêts pour créer leur entreprise.

Ce réseau compte maintenant plus de 191 caisses d'épargne et plus de 140 000 membres.

Le Canada est fier de ses partenaires. Leur expertise contribue à l'excellente réputation dont jouit notre pays au sein de la



Francophonie internationale. Cette dernière s'est d'ailleurs donnée rendez-vous à Québec, du 17 au 19 octobre prochain, à l'occasion du XII^e Sommet de la Francophonie.

Pour de plus amples renseignements sur l'ACDI et le Sommet, veuillez visiter les sites Web suivants : www.acdi.gc.ca et www.francophoniequebec2008.qc.ca.

Ce cahier est une réalisation des publications spéciales **leSoleil**

Édition : Yvan Dumont • Conception graphique : Hélène Foley • Information : Josée McNicoll 418 686-3435

Coordination pour l'équipe du Rendez-vous de la coopération : France Michaud, Lydie Bussièrès, Mylène Armstrong, Pierre Girard

Produit en collaboration avec le gouvernement du Canada par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI)



Porte-parole et président d'honneur

La force du nombre

Les motivations qui sous-tendent mon intérêt pour le Rendez-vous de la coopération québécoise et canadienne dans la Francophonie sont sans doute pour plusieurs évidentes. J'ai consacré ma vie professionnelle et privée à l'engagement social, comme médecin dans une communauté locale, puis ces dernières années à une échelle plus grande, d'abord parce que je suis un être humain, sensible à la condition des autres, mais aussi parce que j'ai eu ce privilège d'être issu d'une famille modeste, mais de qualité, présente et aimante. Ma famille m'a transmis un ensemble de valeurs fondamentales, dont l'amour, le respect, l'indulgence et la tolérance. Je ne saurais demeurer indifférent aux injustices qui frappent des communautés entières. Mon engagement est le simple résultat d'une réflexion sur la condition humaine, notre condition.

En effet, comment expliquer que la moitié de la planète, le Sud, souffre de la faim, et le Nord d'obésité? Comment réduire les inégalités sociales entre femmes et hommes, réduire les écarts de santé entre les riches et les pauvres? Comment demeurer impassible devant le non-respect des droits humains fondamentaux? Comment fermer les yeux devant la pire catastrophe humanitaire que représente le sida, dont plus de 40 millions de personnes sont atteintes et dont trois millions meurent chaque année? Non seulement de telles situations méritent-elles notre attention, mais elles réclament également une action: notre solidarité. Voilà ma plus grande motivation.

Être médecin, c'est un métier de cœur et d'action. J'ai eu la chance de participer à plusieurs missions dans les pays de la Francophonie, notamment en Haïti et au Vietnam. Mes interventions sur le terrain m'ont permis d'entrer directement en contact avec les populations appuyées et de constater à quel point la coopération internationale est nécessaire, à quel point elle change leur vie, mais aussi à quel point elle change notre vie.

Je crois que je ne cesserai jamais de répéter que seul, l'être humain est peu de choses, mais qu'ensemble, les êtres humains peuvent réaliser de bien grandes choses. C'est d'ailleurs cette force du nombre que le Rendez-vous de la coopération tente de démontrer, à commencer par ce cahier spécial qui présente une vingtaine de projets réalisés avec succès dans les pays de la Francophonie. Des organisations québécoises et canadiennes s'unissent pour montrer que les partenariats établis dans un souci de développement international et d'amélioration des conditions de vie des populations plus démunies donnent des résultats tangibles et durables.

Suivez les traces de ces succès de coopération et bonne lecture!



Dr Réjean Thomas
Président d'honneur et fondateur, Médecins du Monde Canada
Président fondateur, Clinique médicale l'Actuel

Pour un développement équitable et plus durable

Avec grand plaisir, j'ai accepté la présidence d'honneur du Rendez-vous de la coopération québécoise et canadienne dans la Francophonie. Cet événement, organisé en marge du Sommet de la Francophonie, se tiendra du 15 au 17 octobre 2008 et sera une occasion privilégiée de partager le savoir-faire québécois et canadien en matière de développement international.

À titre de recteur d'une université où l'internationalisation des activités et de la formation est un objectif important pour le succès de notre mission fondamentale d'enseignement, de recherche et de création, je réalise à quel point les défis posés par la globalisation de l'économie et des phénomènes sociaux sont maintenant majeurs.

L'Université Laval possède une longue feuille de route en coopération internationale. Nous n'avons qu'à penser au travail du père Georges-Henri Lévesque, un pionnier qui a bien compris la nécessité d'un partage des connaissances et des expertises entre notre institution et des partenaires du Sud. Notre action se poursuit aujourd'hui à travers le travail de nombreux chercheurs et membres du personnel actifs dans des projets de coopération dans des pays aussi divers que le Mali, le Sénégal, le Liban ou le Vietnam. De plus, cette année, notre université appuie financièrement plus de deux cents de nos étudiants qui font le choix de réaliser des séjours de formation ou d'action dans des pays en développement. Ces expériences enrichissantes leur permettent de mieux comprendre les défis auxquels font face les populations vivant dans les pays visités, mais aussi notre devoir de solidarité en tant que société industrialisée.

Vous pourrez lire dans les pages qui suivent la description de plusieurs projets qui font honneur aux organisations qui seront présentes au Rendez-vous de la coopération. Qu'il s'agisse d'entreprises privées, de coopératives, d'institutions de formation et de recherche ou de groupes communautaires, ces organisations ont en commun une volonté de mieux faire les choses et de proposer un modèle de développement plus équitable et plus durable.

Je tiens aussi à remercier les partenaires associés à ce projet, notamment l'Agence canadienne de développement international, le secrétariat du Sommet de la Francophonie, le ministère des Relations internationales du Québec, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada ainsi que tous les membres du comité organisateur.

C'est donc avec enthousiasme et grand intérêt que nous accueillons en nos murs l'expertise de toutes ces organisations actives en développement international. Nous espérons que leur présence aura un impact stimulant sur l'engagement de toute la communauté universitaire ainsi que de l'ensemble de la population d'ici envers de telles initiatives internationales.

J'espère que les exemples présentés dans ces pages vous inspireront autant que moi et vous feront découvrir, par ces résultats concrets, la valeur des actions de coopération menées par les nombreuses organisations québécoises et canadiennes engagées dans la Francophonie.



Denis Brière
Recteur de l'Université Laval

Des partenariats durables au cœur de la Francophonie

De nos jours, plus d'un milliard de personnes vivent dans une grande pauvreté. En effet, selon la Banque mondiale, pas moins de 1,4 milliard d'individus sont touchés par ce problème, leurs revenus moyens ne dépassant pas 1,25 \$ US par jour. Les plus démunis représentent d'ailleurs 21 % de la population de la planète. D'autres statistiques sont aussi alarmantes : selon l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), plus de 850 millions de personnes se couchent souvent affamées, une situation qui s'aggrave chaque jour vu la présente crise alimentaire mondiale; pas moins de 50 000 personnes meurent quotidiennement de causes directement liées à la pauvreté. L'extrême pauvreté est particulièrement présente en Asie du Sud et en Afrique, au sud du Sahara. Partout, les femmes et les enfants sont surreprésentés. Un tel bilan correspond à une violation de la dignité de centaines de millions d'êtres humains.

La pauvreté s'explique par des causes économiques et politiques, il est donc possible d'agir. Un monde sans pauvreté n'est pas une utopie. Il y a suffisamment de richesses à partager entre les riches et les pauvres.

En septembre 2000, les pays membres des Nations unies ont unanimement signé la Déclaration du millénaire. Ils se sont solennellement engagés, entre autres, à faire reculer la grande pauvreté dans le monde de 50 % d'ici à 2015. Le Canada fut l'un des signataires de cette Déclaration.

Le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral contribuent directement à faire reculer la pauvreté dans une cinquantaine de pays et c'est tout à leur honneur. Cependant, ce dernier ne consacre que 0,28 % du revenu national brut à l'aide aux pays en développement. Le gouvernement canadien s'est engagé à accroître l'aide internationale à 5 milliards de dollars d'ici 2010-2011. Les besoins sont immenses et les ressources financières attribuées à l'aide publique au développement doivent continuer à augmenter.

Malgré le peu de ressources employées pour le développement international, d'importants progrès sont pourtant observés d'année en année et gagnent à être connus. Du 15 au 17 octobre prochain, le Rendez-vous de la coopération québécoise et canadienne dans la Francophonie sera l'occasion de mettre en lumière les résultats tangibles et durables d'actions menées par les organisations, institutions et entreprises d'ici dans les pays où l'on parle français.



Ces organisations québécoises et canadiennes appuient les gouvernements dans la lutte contre la pauvreté et s'engagent dans diverses régions, notamment en Afrique, en Asie ou dans les Amériques, au côté de leurs partenaires locaux. Pour répondre aux besoins fondamentaux des plus démunis, ces organisations travaillent aussi de concert avec leurs partenaires des pays du Sud, guidées par des valeurs de justice sociale et de solidarité. Ainsi, elles encouragent des initiatives locales en agriculture, en économie sociale et solidaire, en commerce équitable, en éducation, en santé, en environnement, dans la défense des droits humains, notamment des droits des femmes.

Le partage, l'entraide et la solidarité constituent des assises de notre société. Nous pouvons nous baser sur ces valeurs pour changer le sort des centaines de millions d'êtres humains, des peuples, femmes et hommes, qui sont confrontés chaque jour à la misère. Pour le comité organisateur du Rendez-vous de la coopération, s'unir pour contrer l'une des plus grandes violations des droits de la personne qu'est la pauvreté, c'est un devoir; un devoir humain pour combler des besoins tout aussi humains et fondamentaux.

Investir davantage dans l'aide aux pays pauvres est l'une des options qui s'offrent à nous, Québécois et Canadiens. Aider les autres et être aidés est d'une importance vitale et cette action se traduit souvent par un échange de valeurs et de services qui nous rend tous plus riches et plus forts.

Lors du Rendez-vous de la coopération, des délégués venus de divers pays de la Francophonie viendront témoigner de l'impact positif de ces réalisations sur les conditions de vie des populations défavorisées. Ce cahier spécial n'est qu'un avant-goût des actions de coopération ayant amélioré la situation de milliers de personnes à travers le monde. Imprégnez-vous donc de ces projets à succès avant de venir rencontrer les organisations qui œuvrent en développement international du 15 au 17 octobre à l'Université Laval.

Le comité organisateur du Rendez-vous de la coopération québécoise et canadienne dans la Francophonie

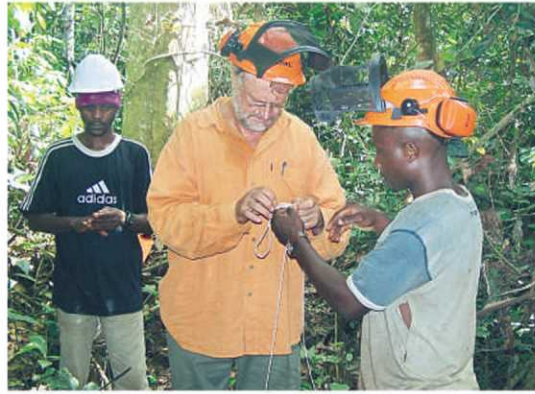


La société civile a sa place dans la coopération internationale

En mars 2005, lors du 2^e Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide, une centaine de pays entérinaient la Déclaration de Paris, un accord international axé sur la formule d'aide de gouvernement à gouvernement, ne tenant pas compte du rôle majeur de la société civile. Cependant, les organisations de la société civile occupent une place très importante dans les processus de développement. En effet, elles financent des projets à même leurs fonds propres, accompagnent des groupes de base et des populations marginalisées, interpellent les gouvernements sur les respects des droits humains et participent à l'élaboration des politiques.

Dans ce contexte, les organisations de la société civile se sont mobilisées partout à travers le monde pour faire amender la Déclaration de Paris afin de faire reconnaître la société civile comme un acteur du développement. Au Québec, l'AQOCI a organisé les États généraux de la coopération et la solidarité internationale. « Ils sont nés de la volonté de susciter une réflexion au sein des organisations de la société civile sur les enjeux et l'avenir de la solidarité internationale. Ce rassemblement se voulait aussi l'occasion de stimuler la synergie entre les différents acteurs de la société civile québécoise ainsi que d'identifier les priorités stratégiques en matière de développement et de coopération internationale pour les années à venir » affirme Maria-Luisa Monreal, directrice générale de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI). Un des résultats de ce grand événement fut l'adoption de la Déclaration du Québec qui constitue une réplique de la société civile du Québec aux conceptions de l'aide et du développement mises de l'avant dans la Déclaration de Paris. Ces démarches ont porté fruits. Devant les pressions de la société civile, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), responsable d'assurer le suivi de la Déclaration de Paris, créait un groupe d'études présidé par le Canada.

Le mois dernier, à Accra au Ghana, la présidente de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), Margaret Biggs, a présenté la Déclaration du Canada lors du 3^e Forum de



haut niveau sur l'efficacité de l'aide. « Alors que nous établissons un programme conjoint d'efficacité de l'aide au-delà du forum d'Accra, il existe une possibilité extraordinaire de reconnaître et d'appuyer les organisations de la société civile à titre de partenaires à part entière du développement, a-t-elle indiqué. Leurs efforts complètent ceux du gouvernement et du secteur privé. Le Canada est très favorable aux mesures positives que prennent les organisations de la société civile pour renforcer leur propre efficacité. La contribution de la société civile est essentielle à l'obtention des résultats en matière de développement, à la bonne gouvernance et à la reddition des comptes. »

Accueilli favorablement par les ONG présents à Accra, le leadership de l'Agence au chapitre de l'élargissement du dialogue sur l'efficacité de l'aide à la société civile a été salué du début à la fin du Forum. « La coopération canadienne s'est toujours distinguée par une grande implication dans la société civile », affirme Réjean Lantagne, directeur général de SOCODEVI. « Les sociétés civiles du Sud et du Nord sont les mieux placées pour répondre aux besoins des populations dans les pays en voie de développement, car elles sont présentes sur le terrain et travaillent en étroite collaboration avec les pouvoirs locaux », estime pour sa part Jean-Pierre Chicoine, directeur des programmes internationaux à Oxfam-Québec. « De plus, elles ont développé une grande expertise et peuvent participer à l'élaboration des politiques d'aide avec les instances gouvernementales », ajoute Mme Monreal.

La société civile désigne les organismes à but non lucratif, les organisations de coopération et de solidarité internationales, les syndicats, les organisations de femmes, les groupes religieux, communautaires ou environnementalistes, les entreprises d'économie sociale et solidaire, les milieux de recherche ou d'enseignement.

La crise alimentaire mondiale : un enjeu de premier plan au Sommet de la Francophonie

L'ampleur de la crise alimentaire mondiale, qui touche plusieurs pays francophones, a amené le Secrétaire de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Abdou Diouf, à accorder une place importante à l'agriculture et l'alimentation au Sommet de Québec qui débute vendredi. Il faut dire que l'agriculture est au cœur de l'économie de la plupart des pays en développement membres de la Francophonie. En effet, alors que l'agriculture contribue à seulement 2,1 % de l'économie canadienne et occupe seulement 2 % de la population active, elle représente entre 20 et 35 % du produit intérieur brut (PIB) de plusieurs pays en voie de développement, occupant entre 50 % et 90 % de leur population.

Si la flambée du prix des denrées alimentaires de base comme la farine, le maïs et le riz semble avoir pris beaucoup de monde par surprise, le phénomène ne s'est pas manifesté du jour au lendemain. « Je pense que tout a commencé il y a trois ou quatre ans, lorsque la consommation de certains produits agricoles de base a dépassé la production à l'échelle mondiale », expliquait la directrice du Programme alimentaire mondial de l'ONU, Josette Sheeran, en juillet dernier.

André D. Beaudoin, secrétaire général d'UPA Développement international, affirme que la crise actuelle origine, entre autres, des politiques néolibérales instaurées dans les années 1980. « On a demandé aux pays en voie de développement de cesser de soutenir leur agriculture et on les a incité à délaisser les cultures vivrières au profit de produits d'exportation comme le café, le cacao et les arachides », explique-t-il.



Cette différence de points de vue entre le libéralisme économique et la souveraineté alimentaire est à l'origine de l'échec des négociations de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en juillet dernier. Guy Debailleul, président du conseil d'administration de Plan Nagua et professeur à la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation de l'Université Laval, croit que cet échec envoie un message clair sur la nécessité d'un rééquilibrage. « Nous sommes en train de découvrir que l'agriculture est à la base du développement des pays pauvres comme elle l'a été jadis dans les pays industrialisés », indique-t-il.

Pour tenter d'enrayer la crise, la Banque mondiale a décidé d'investir 1,2 milliard \$US dans le secteur agricole et augmentera sa contribution à 6 milliards \$US en 2009. L'organisme propose également des solutions à court, moyen et long terme pour éviter que de tels scénarios ne se répètent. Elle recommande, entre autres, de soutenir des systèmes de filets de protection tels que des programmes d'alimentation scolaire pour venir immédiatement en aide à ceux qui sont les plus touchés,

de mettre en place des instruments de gestion des risques et d'assurance des récoltes afin de protéger les agriculteurs à faibles revenus, de lever les interdictions d'exporter qui n'ont fait qu'aggraver la flambée des prix mondiaux et d'assurer le libre mouvement de l'aide humanitaire.

Par ailleurs, des pays ont pris des dispositions pour réduire l'utilisation de grains comestibles pour la production de biocarburants. Malgré leurs moyens limités, des pays comme le Mali et le Sénégal ont lancé de vastes campagnes d'autosuffisance alimentaire.



Agriculture



AQOCI

Association québécoise des organismes
de coopération internationale (AQOCI)

**Projet: un partenariat canado-haïtien permet
à la coopérative caféière de Sainte-Suzanne
de tripler sa production**

Lieu: Sainte-Suzanne, nord-est d'Haïti

Population visée: la commune de Sainte-Suzanne,
soit 30 000 personnes

Période couverte:
octobre 2004 à septembre 2005

L'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) regroupe 63 organisations québécoises qui œuvrent, à l'étranger et au Québec, pour un développement durable et humain.

Dans l'ensemble de la province, des organismes membres de l'AQOCI, tels que le Carrefour de solidarité internationale à Sherbrooke, le Comité de solidarité/Trois-Rivières à Trois-Rivières, Aide aux Aînés, L'AMIE, le Carrefour international de la Presse universitaire francophone, Collaboration Santé Internationale et Jeunesse du Monde à Québec et le Centre de solidarité internationale du Saguenay-Lac-Saint-Jean à Alma, luttent pour l'éradication de la pauvreté dans les pays francophones de l'Afrique, de l'Asie et des Caraïbes en appuyant des partenaires locaux. Parmi les nombreux succès de coopération et de solidarité internationales accomplis chaque année dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de l'éducation et de l'environnement, mentionnons le projet d'appui à la coopérative caféière de Sainte-Suzanne réalisé par le Regroupement des organismes canado-haïtiens pour le développement (ROCAHD) en partenariat avec l'Institut de recherche et d'appui technique en aménagement du milieu (IRATAM) à Sainte-Suzanne, en Haïti.

Le projet d'appui à la coopérative caféière de Sainte-Suzanne a été réalisé dans le cadre d'une coopérative créée, en l'an 2000, par des planteurs de café à Sainte-Suzanne, au nord-est d'Haïti. Le projet avait comme objectifs d'augmenter la production caféière, d'augmenter les revenus des producteurs de café et de renforcer la coopérative sur le plan organisationnel.

Les répercussions positives du projet ont été multiples. Ce projet est venu compléter le savoir-faire des paysans de la coopérative par l'encadrement technique que leur a offert l'IRATAM. Il est venu valoriser leur travail en leur permettant de vendre le café à un prix plus intéressant. En effet, après 3 ans, la production a quasiment triplé et, en plus d'avoir un prix satisfaisant à la vente, les membres ont pu bénéficier d'une ristourne. La réussite du

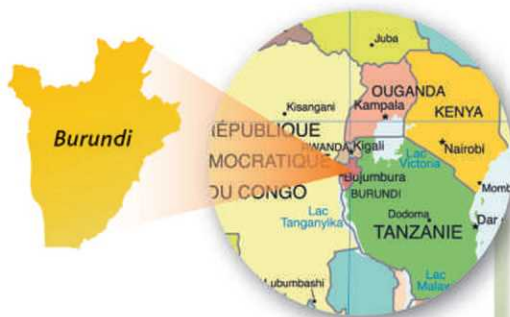
projet fut telle qu'elle a incité d'autres paysans à devenir membres de la coopérative. L'adhésion à la coopérative est passée de 15 membres à 160 membres, dont 42% sont des femmes. Ce projet a aussi contribué à un reboisement de la zone, car des arbres d'ombrage sont nécessaires pour la culture du café. Depuis 2005, 60 000 plantules de café et d'arbres d'ombrage sont mis en terre chaque année. Finalement, le projet d'appui à la coopérative caféière de Sainte-Suzanne a amélioré directement les conditions de vie des planteurs membres de la coopérative, de leur famille et de la zone en général. Le nombre de bénéficiaires directs s'évalue à 1000 personnes environ et les bénéficiaires indirects à 7000. La valorisation de la culture du café en Haïti est une voie sûre pour le développement du pays et le ROCAHD est fier d'avoir pu contribuer à ce projet modèle.



Une caféier couvert de fruits



Pépinière de caféiers de la coopérative de Sainte-Suzanne



Développement
et Paix

**Projet: INADES aide les paysans à s'organiser
pour prévoir les temps difficiles et défendre
leurs droits**

Lieu: Burundi, dans 14 des 17 provinces du pays

Population visée: la population paysanne
pauvre du Burundi, soit 129 981 personnes
dont 35 916 femmes

Période couverte: janvier 2006 à décembre 2008

L'agriculture est au centre de l'économie burundaise et la culture du café son élément principal. D'ailleurs, 80% des devises circulant dans le pays sont associées à l'agriculture qui fait vivre 90% de la population. INADES (Institut africain pour le développement économique et social) est un groupe conseil dont le mandat est d'offrir des formations en gestion, en organisation et en égalité des genres, ainsi qu'un appui technique en suivi financier, en droit et dans la commercialisation des produits bruts à des paysans et à des organisations paysannes.

La clientèle du programme est la population paysanne pauvre du Burundi. En 2008, INADES rejoint 129 981 personnes au Burundi, dont 35 916 femmes: une augmentation de 14 000 personnes en un an. Il travaille dans 14 des 17 provinces du pays.

Ayant débuté auprès de caféiculteurs, le groupe a maintenant répliqué son programme avec les cultivateurs de coton, de miel et de champignon ainsi que de thé. Ils ont aussi encouragé les groupes à diversifier leurs cultures pour assurer une meilleure sécurité alimentaire, écologique et financière.

Après plusieurs années de conflit, où la méfiance et la crainte de revivre une violence interethnique sont présentes, ce programme est parti de la culture du café pour favoriser la collaboration et la coopération des paysans cherchant à améliorer leurs conditions de vie. D'ailleurs, c'est par cette collaboration de tous les intervenants que le projet a réussi à créer un climat de cohabitation pacifique. Parti d'une organisation de groupuscules de paysans cultivateurs du café, il en est émergé un mouvement associatif d'envergure nationale comprenant 142 unions composées de 3226 organisations paysannes.

Face à la précarité financière chronique des paysans, vivant d'une récolte à l'autre dans un cycle d'endettement fragilisé par les aléas climatiques, les organisations paysannes ont fondé des caisses de prévoyance pour les périodes de soudure. Celles-ci, fonctionnant comme des caisses communautaires de crédit-épargne, ont permis à des communautés de stabiliser leur situation financière et de renforcer leurs capacités de gestion et

d'organisation. Ceci leur a également permis de garantir un accès à des services de base pour leur famille (sécurité alimentaire et soins de santé).

Grâce au travail d'ensemble d'INADES avec les associations paysannes, ces dernières ont pu défendre leurs droits au plan politique et le prix du café est monté de 225 FBU (francs burundais) le kilo à 300 FBU le kilo en trois ans, assurant une part plus juste pour les producteurs.



Diversification agricole: la culture du champignon. Afin d'assurer une sécurité alimentaire pour les familles paysannes, la culture du champignon, source de protéine et aliment de base, est encouragée car elle n'est pas assujettie aux aléas climatiques. On fait la production dans des laboratoires intérieurs toute l'année.



La communauté participe au tri des grains de café. Les producteurs s'organisent en associations et unions, non seulement pour améliorer l'efficacité de la production, mais pour voir à la défense de leurs intérêts et droits.



Agriculture



Projet: **SOCODEVI** contribue à améliorer
les conditions de vie de milliers de familles
vietnamiennes

Lieu: **province de Soc Trang, Vietnam**

Population visée: **5000 familles rurales de
Soc Trang au Vietnam**

Période couverte: **2001-2008**

Dans une des provinces les plus pauvres du Sud du Vietnam, **SOCODEVI**, grâce à un financement de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), a mené un vaste programme d'appui au secteur agricole dont le but ultime était de sortir plus de 25 000 personnes de la pauvreté. C'est dans la province de Soc Trang que ce projet d'amélioration des conditions de vie des populations rurales a commencé en 2001 touchant les habitants de 16 communes et 4 districts du Delta du Mékong.

Enrichir les plus pauvres de Soc Trang, voilà un énorme défi. Pour y arriver, **SOCODEVI**, Société de coopération pour le développement international, a misé sur la création et le renforcement d'organisations de type associatif en milieu agricole et sur le transfert d'expertise et de savoir-faire canadien.

Avec la collaboration du gouvernement du Vietnam représenté par le Provincial People's Committee de la province, les actions sur le terrain se sont concentrées sur l'appui aux activités agricoles, le volet le plus important du projet. Ainsi, les agriculteurs œuvrant dans la culture du riz, les cultures maraîchères et, récemment, la production de noix de cajou, ont bénéficié d'une assistance technique et financière afin de consolider leurs activités.

Gardant le cap sur un développement durable, la coopération s'est aussi manifestée par la création ou le soutien d'activités génératrices de revenus, la formation et le renforcement des compétences locales et finalement les investissements en éducation et en santé.

L'approche mise en œuvre au Vietnam s'est concentrée sur la participation active des communautés pour leur permettre de prendre en charge leur propre développement.

Voici en bref quelques résultats :

Environ 5000 familles ont vu leurs revenus augmenter.

Quelque 4000 familles d'agriculteurs ont vu leurs actifs productifs augmenter de près de 2 millions de dollars.

Evergrowth, une coopérative laitière créée dans le cadre du projet, compte aujourd'hui près de 1000 familles membres. Cette entreprise est devenue un modèle de développement du secteur pour tout le pays.

Près de 3000 familles membres de 120 groupements de base gèrent un fonds de microcrédit qui n'a cessé de croître et qui s'élève maintenant à 350 000 \$ CA. Ce fonds est géré et utilisé de façon autonome par les membres des groupes et il sert à appuyer des activités génératrices de revenus dans leur communauté.

Douze centres de santé ont été construits et sont en opération et 48 écoles primaires ont été rénovées dans le cadre du projet mené par **SOCODEVI**.

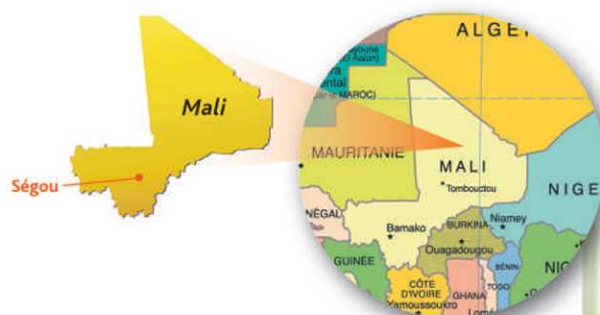


L'outil coopératif comme alternative de développement est maintenant ancré au Delta du Mékong. Avec le solide engagement du peuple de Soc Trang, l'avenir n'est que prometteur!

Producteur agricole



Membres d'un groupement coopératif dans la province de Soc Trang



Projet: **une expérience de commercialisation collective de céréales et d'échalotes connaît un vif succès au Mali**

Lieu: **Ségou, Mali**

Population visée: **paysanne**

Période couverte: **1995 à aujourd'hui**

En 1994, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) faisait appel à **UPA Développement international (UPA DI)** afin d'analyser la filière céréalière du Mali. Par la suite, **UPA DI** a proposé la mise sur pied d'un projet d'appui à la commercialisation collective des céréales (**PACCEM**). L'objectif étant que les paysannes et les paysans, au travers leur organisation, puissent mettre collectivement en vente leurs céréales en vue d'aller chercher un meilleur prix sur le marché.

Les avantages du système mis en place ne se limitent toutefois pas à un meilleur prix. En effet, un programme de paiement anticipé permet aux membres de toucher un premier versement d'argent sur le prix de vente escompté. Ce faisant, les membres n'ont pas à s'endetter pour débiter leur campagne de production avec les achats d'intrants que cela exige. L'entreposage se réalisant dans des entrepôts centralisés, les coûts deviennent moindres et la sécurisation des stocks est assurée. De plus, en 1996, Faso Jigi, l'organisation paysanne partenaire d'UPA DI, a mis en place un système d'achat groupé d'intrants en vue d'en baisser le coût.

Depuis 2002, des groupements de productrices d'échalotes se sont formés, fédérés et affiliés à Faso Jigi. La commercialisation collective est également le centre de leurs activités.

Les principaux partenaires de Faso Jigi dans ce projet sont: l'ACDI avec un appui financier qui ne s'est pas démenti depuis 1995, l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture du Mali et la Banque nationale de développement agricole (BNDA) du Mali.

Le volume de céréales commercialisées par Faso Jigi a augmenté de 550 à 6 500 tonnes (+ 1082 %) en 12 ans. Pour la même période, son chiffre d'affaires est passé de 347 000 \$ CA générés par 529 paysannes et paysans à 4 M \$ CA par année (+ 1051 %) avec la contribution de ses 4629 membres (+ 780 %). Les 400 productrices d'échalotes commercialisent maintenant 160 tonnes.

Depuis 1996, avec l'appui du PACCEM, Faso Jigi a réussi à établir une relation d'affaires avec des institutions financières, particuliè-

rement avec la BNDA et Nyèsigiso, réseau appuyé par Développement international Desjardins (DID). La recherche de synergie avec le Commissariat à la sécurité alimentaire de l'État malien de même que le rapprochement avec le réseau d'acheteurs de céréales du Mali démontrent l'importance accordée au travail et à l'engagement de Faso Jigi et de ses membres.



UPA DI a permis aux paysannes et paysans maliens d'obtenir un meilleur prix sur le marché pour leurs céréales.



Santé

Rendez-vous de la coopération
québécoise et canadienne
dans la Francophonie



Projet: **les infirmières et infirmiers du Canada sont engagés dans le soutien de leur profession et le renforcement des politiques de santé en Afrique et en Asie**

Lieux: **Burkina Faso, Sénégal, Vietnam et l'Afrique australe**

Population visée: **francophones provenant de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (Maurice, Seychelles, République démocratique du Congo, Mozambique)**

Période couverte: **d'avril 2007 à mars 2012**

L'Association des infirmières et infirmiers du Canada (AIIIC) est une fédération de 11 associations provinciales et territoriales d'infirmières représentant plus de 133 700 infirmières autorisées et infirmières praticiennes.

Grâce à l'appui de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), l'AIIIC crée depuis 1976 des partenariats avec les associations nationales (ANII) et les réseaux régionaux d'infirmières et infirmiers dans plus de 30 pays.

Le projet de 2007-2012 vise à renforcer les capacités institutionnelles d'associations nationales et des réseaux régionaux d'infirmières dans sept pays afin d'accroître la contribution de la profession infirmière et de renforcer les politiques et les systèmes de santé. Le projet cherche aussi à améliorer la pratique des soins infirmiers par la réglementation de la profession ainsi qu'en répondant aux besoins professionnels et éducatifs des infirmières. De plus, il a consolidé leur leadership et la reconnaissance du public de la contribution importante de cette profession, en grande partie féminine, à la santé des populations.

Dynamique et solidaire, l'AIIIC noue des partenariats internationaux avec des ANII des quatre coins du monde, qui améliorent la justice sociale et les systèmes de santé et qui visent l'équité entre les sexes. Grâce à ces partenariats, les infirmières peuvent suivre des formations de pointe en soins de santé primaires pour répondre à leurs besoins professionnels et éducatifs. Les infirmières peuvent maintenant jouer un rôle de premier plan dans l'évolution du système de santé et dans la lutte contre les effets néfastes de la pauvreté sur la santé humaine et les soins de santé à l'échelle mondiale.

Les partenariats internationaux qu'a établis l'AIIIC en Haïti (1978-1981) et au Kenya (1979) constituent de parfaits exemples de l'importance qu'accorde l'Association aux soins de santé primaires. Le premier a rendu possible une formation postdiplôme en médecine sociale, préventive et communautaire. Des centaines d'infirmières ont pu suivre le cours grâce au don de livres et de matériel audiovisuel. Au Kenya, le partenariat a permis d'organiser

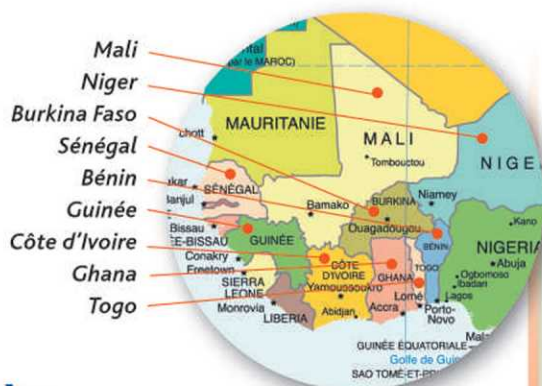
un atelier international pour aider les ANII à créer un plan d'action visant à promouvoir les soins de santé primaires aux échelons national et international.

Par l'entremise de ses partenariats internationaux, l'AIIIC cherche depuis toujours à promouvoir le leadership de la profession infirmière dans l'essor du système de santé. À cet effet, l'AIIIC a collaboré avec les ANII d'Haïti (1975-1978) et du Zaïre, l'actuelle République démocratique du Congo (1975-1977) pour offrir des cours de perfectionnement en administration des soins infirmiers. Ces cours ont permis aux effectifs infirmiers des deux pays d'acquérir des techniques essentielles de gestion des unités de soins et de comprendre les fonctions administratives inhérentes aux postes d'infirmière-chef adjointe, d'infirmière-chef et de superviseuse.



Atelier sur le renforcement des capacités institutionnelles à Saskatoon en juin 2006 dans le cadre de la conférence de l'AIIIC

Visite d'un hôpital de Saskatoon en juin 2006



Projet: **SIDA 3 sensibilise la population de l'Afrique de l'ouest à la prévention des infections sexuellement transmissibles (IST)**

Lieux: **Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali, Niger, Sénégal et Togo**

Population visée: **les groupes et individus gravitant autour des milieux prostitutionnels.**

Priorité: **travailleuses du sexe ainsi que les femmes et les jeunes filles vivant dans des environnements à haut risque**

Période couverte: **juin 2001 à janvier 2007**

À la fin de l'année 2002, selon les indications d'ONUSIDA, 28,5 millions de personnes souffraient toujours du sida en Afrique, dont 3,5 millions s'étaient infectées durant la seule année 2002. Profitant d'un financement de l'Agence canadienne de développement internationale (ACDI) et leader d'un consortium canadien complété du Centre hospitalier affilié universitaire de Québec (CHA), du Centre de recherche clinique du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CRC-CHUS) et de l'Unité de santé internationale de l'Université de Montréal (USI-UdeM), le CCISD mit en place de 2001 à 2007 la troisième phase d'un projet de lutte contre le sida en Afrique de l'Ouest.

Sachant que ce sont les infections sexuellement transmissibles (IST) qui ont rendu possible l'épidémie du VIH, la priorité de SIDA 3 était de fournir des services préventifs et curatifs des IST aux travailleuses du sexe, aux femmes et aux jeunes filles vivant dans des environnements à haut risque ainsi qu'aux partenaires masculins. Le consortium canadien a ainsi pu établir cinq stratégies d'intervention axées sur le contrôle concret des IST, la recherche, le suivi monitoring, l'équité et l'égalité entre les sexes et le soutien communautaire.

SIDA 3 a contribué efficacement aux réponses nationales et régionales à l'épidémie du sida en Afrique de l'Ouest. Ses partenaires africains disposent à présent de ressources bien formées et des groupes communautaires en mesure d'agir dans cette lutte. Le bilan de SIDA 3 repose sur des résultats concrets tels:

- La mise en place de 72 services adaptés fonctionnels;
- Plus de 6000 agentes et agents de santé formés, supervisés et outillés pour connaître et prendre en charge les activités de prévention et de contrôle des IST et du sida dans les milieux de la prostitution;
- La diminution de la prévalence du VIH chez les travailleuses du sexe de plus de 25 ans du début du projet jusqu'à la fin (de 36,2 % à 28,2 %);

- Les intervenants et partenaires du projet ont intégré la dimension genre dans leurs actions et adapté leurs interventions au regard de la situation socioculturelle et religieuse des femmes.

Au-delà de ces résultats, SIDA 3 est parvenu à léguer un élément essentiel dans le contrôle de cette épidémie persistante: un cadre d'intervention durable pour poursuivre la lutte contre le sida et les IST. Pour en savoir plus sur SIDA 3 ainsi que les nombreux autres projets du CCISD, visitez le site: www.ccsid.org.



Deux jeunes filles nigériennes qui bénéficient de l'appui du projet SIDA 3 au Niger

Bannière promotionnelle du projet SIDA 3 au Togo dans le cadre de l'exposition itinérante « Femmes en santé, Afrique en Santé » réalisée dans tous les pays de SIDA 3 en 2005



Santé



Projet: **Garneau-International favorise la réhabilitation des victimes de bombardements du Laos**

Lieu: **République démocratique populaire lao (Laos), districts de Kham, Pek, Nonghet et Khoune de la province de Xieng Khouang**

Population visée: **les personnes handicapées, victimes ou non de mines et de bombes non explosées, de 39 villages de la province de Xieng Khouang**

Période couverte: **phase I, avril 2000 à juin 2003; phase II, avril 2004 à juin 2007**

Le Laos, pays voisin du Vietnam, a subi de 1965 à 1975 plus de bombardements que l'Europe occidentale durant la Seconde Guerre mondiale: neuf tonnes de bombes par jour pendant dix ans! Des millions de bombes et sous-munitions truffent son territoire faisant de nouvelles victimes chaque année.

En partenariat avec le Centre national de réhabilitation, ce projet concernait l'amélioration de la santé physique, du développement socioéconomique des handicapés et de leur communauté.

L'action de Garneau-International a consisté:

- À former une vingtaine d'agents de santé et de développement social à la méthode de réhabilitation à base communautaire. Ceux-ci ont ensuite dispensé des traitements de physiothérapie aux victimes et ont formé leur famille afin qu'elle soit capable de les encadrer dans leurs exercices de réadaptation.
- À habiller six agents socioéconomiques à gérer un programme de petits prêts pour soutenir des activités génératrices de revenus dans les villages.

D'autres activités sociales, sportives ou théâtrales ont enfin permis aux handicapés de prendre la parole sur la place publique. Ces personnes ont donc gagné une certaine valeur symbolique dans cette société bouddhique où le handicap physique est souvent perçu comme un mauvais karma ayant pour conséquence l'isolement social des individus qui en souffrent.

Outre la formation en physiothérapie, en construction d'orthèses à partir de matériaux locaux, en gestion de petits prêts, en réhabilitation à base communautaire et en gestion axée sur les résultats d'un personnel lao motivé et enthousiaste, prêt à assurer le relais, les retombées du projet sont les suivantes:

- Augmentation de la mobilité physique de plus de 1300 victimes qui sont redevenues des acteurs économiques et sociaux actifs dans leur communauté.
- Formation de 39 comités villageois capables d'assurer la gestion de fonds d'appui à l'émergence et au suivi des microentreprises.

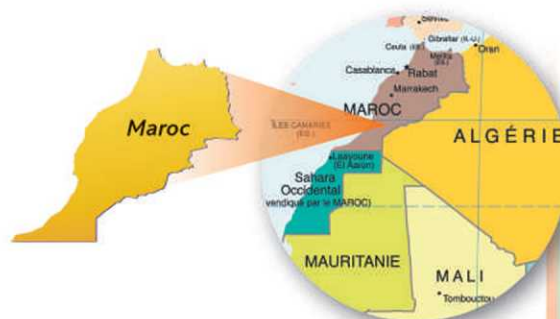
- 20 000 personnes ont accès à un fonds de développement.
- Les autorités de la province du Xieng Khouang sont désormais en mesure d'assurer la gestion du programme de réhabilitation à base communautaire et de l'implanter dans d'autres villages où les personnes handicapées sont en attente de leur intervention.

L'approche en réhabilitation à base communautaire, telle que développée par Garneau-International, a été intégrée par Handicap International dans d'autres projets au Laos.

Les autorités lao s'en inspirent également pour élaborer leur Politique nationale de réhabilitation physique et sociale. En novembre 2007, le projet a reçu le prix d'Excellence de l'administration publique du Québec, volet Rayonnement international.



Catherine Lemerle, stagiaire en médecine, examinant un enfant handicapé



Projet: **L'Université de Montréal mise sur le renforcement des compétences infirmières pour améliorer l'accès aux services de santé**

Lieux: **Montréal (Canada); Casablanca, Fès, Marrakech et Rabat (Maroc)**

Population visée: **cadres infirmiers du Maroc et population marocaine en général**

Période couverte: **du 1^{er} avril 2003 au 31 mars 2009**

Au Maroc, la politique de développement humain visant l'atteinte des Objectifs du Millénaire et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale prend tout son sens et fait face à plusieurs défis. Parmi ces derniers, on retrouve encore un accès limité aux services sociaux et de santé de base ainsi qu'à l'éducation et au marché de l'emploi. Il devient alors encore plus impératif de maintenir et rehausser les qualifications des prestataires de santé afin de donner des soins de qualité à tous.

Le projet Renforcement de compétences infirmières des cadres infirmiers du Maroc est le fruit d'un partenariat entre la Faculté des sciences infirmières (FSI) et l'Unité de santé internationale de l'Université de Montréal au Canada, la Division de la formation du ministère de la santé du Maroc et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) au Maroc. Ce projet a pour but de renforcer, au sein des Instituts de formation aux carrières de la santé (IFCS), le programme de deuxième cycle paramédical. L'objectif ultime est de contribuer à la dotation des structures sanitaires du système de santé du personnel paramédical ayant une expertise reconnue pour assurer la gestion et la qualité des soins et des services. Ce partenariat vise également l'amélioration des activités de développement de la profession infirmière et l'élaboration de nouveaux projets de recherche et d'intervention pertinents au renforcement de la profession infirmière au Maroc.

Parmi les acquis, on peut compter neuf diplômés à la maîtrise en sciences infirmières de la FSI qui fut donnée de façon entièrement délocalisée au Maroc. S'appuyant sur le principe fondamental d'intégration des femmes au développement durable tel que proposé par l'ACDI et l'AUC, principaux bailleurs de fonds de ce projet en plus de l'OMS-Maroc, de telles études supérieures n'auraient pu être accomplies par des femmes si le programme n'était pas, dans sa quasi-totalité, offert au Maroc. En plus des diplômés du Canada, depuis 2004, une centaine de femmes et d'hommes ont obtenu leur diplôme de deuxième cycle paramédical offert à l'IFCS de Rabat.

Ce programme de deuxième cycle est en implantation à l'IFCS de Marrakech depuis septembre 2007 et verra le jour sous peu à l'IFCS de Fès.

La stratégie pédagogique de renforcement du programme marocain est centrée sur l'approche par compétences et est adaptée aux besoins sanitaires et aux valeurs culturelles du Maroc. Plusieurs retombées positives peuvent déjà être observées:

- renforcement de la capacité des lauréates et des lauréats à analyser diverses situations professionnelles et de formation selon une approche critique constructive;
- ancrage d'une vision de la profession infirmière dans une philosophie renforcée des soins, de la pratique et par conséquent de la formation;
- prise de conscience de la rigueur scientifique et conviction quant à l'intérêt de la recherche comme base pour le développement des connaissances en sciences infirmières.



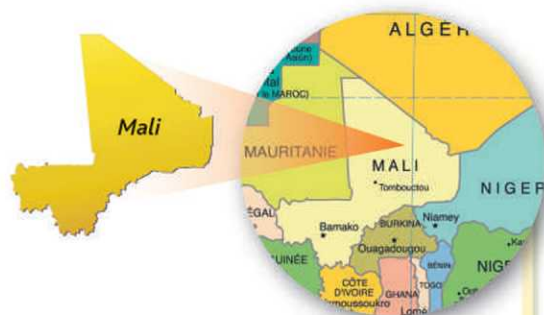
Un travail exigeant et agréable à la fois



Séminaire de recherche dans le cadre d'un cours donné à Montréal et au Maroc



Éducation



Collège communautaire
du Nouveau-Brunswick

Projet: des élèves maliens reçoivent une
formation technologique grâce à des modules
conçus au Nouveau-Brunswick

Lieu: Mali

Population visée: élèves du 2^e cycle de l'ensei-
gnement fondamental

Période couverte: octobre 2000 à décembre
2004

Depuis 1992, l'École secondaire Népisiguit (ÉSN/Bathurst, N.-B.) a développé une expertise pédagogique dans la conception de modules pratiques pour ses élèves de 10^e année afin de les initier à une variété de domaines technologiques. En 1999, l'ÉSN a reçu la visite du ministre de l'Éducation du Mali qui, mesurant la pertinence d'adapter cette méthode à la réalité socio-économique malienne, a demandé au Campus de Bathurst du Collège communautaire du Nouveau-Brunswick (CCNB), en partenariat avec le District scolaire n°7 et une entreprise privée, le Groupe Roy Consultants, de bien vouloir accompagner le Mali dans l'implantation d'un projet similaire.

Grâce au financement reçu du Programme de partenariat des collèges canadiens, géré par l'Association des collèges communautaires du Canada et financé par l'Agence canadienne de développement international, le projet Technologie appliquée à l'école a permis la conception et le développement de modules pratiques de 7^e année et leur mise à l'essai à l'école de Missira à Bamako.

« Nous venons d'ouvrir un chantier exaltant de coopération que nous avons le devoir non seulement de bien entretenir, mais aussi d'approfondir et d'élargir. » C'est en ces termes que le ministre de l'Éducation nationale du Mali inaugurerait, en janvier 2003, le lancement des deux premiers modules développés dans le cadre de ce projet. Parmi les résultats atteints, le projet Technologie appliquée à l'école a permis notamment à 10 formateurs maliens de recevoir une formation et de s'approprier des méthodes et des auxiliaires pédagogiques ainsi qu'à 120 élèves (dont 70 filles) de s'initier aux domaines techniques et technologiques ciblés. En plus d'implanter un programme modulaire de formation, ce projet a permis aux élèves maliens d'utiliser un matériel pédagogique adapté et des équipements de qualité.

L'expérience acquise par le Mali dans le domaine de la formation modulaire et l'atteinte de ces résultats a contribué à l'obtention d'un second financement pour un projet visant la démultiplication des résultats à plus grande échelle. Ainsi, le projet Techno: l'école

liée à la vie (2005-2010) appuie les efforts du Mali pour étendre l'approche modulaire à d'autres établissements d'enseignement, et ce, en vue d'une généralisation à l'échelle du pays. À ce jour, huit modules de formation ont été développés : informatique, électricité, expression graphique, menuiserie, construction métallique, couture, maçonnerie et teinture. Cette extension et une généralisation éventuelle s'intègrent aux efforts maliens pour promouvoir l'éducation technologique au second cycle de l'enseignement fondamental. Cette même approche pédagogique a également été priorisée par le Burkina Faso dans le cadre d'un projet d'intégration des métiers à l'éducation non formelle dont le partenaire canadien principal est le CCNB - Campus de Bathurst.



Des élèves maliens de Bamako s'initient à l'informatique



Des élèves maliens de Bamako s'initient à l'électricité



Fondation d'éducation
internationale de la Société
canadienne des anesthésiologistes
(FEISCA)

Projet: l'Université nationale du Rwanda
fait appel à la FEISCA pour contrer la pénurie
d'anesthésiologistes

Lieu: Rwanda

Population visée: médecins et infirmières
rwandais

Période couverte: janvier 2006 à aujourd'hui

La FEISCA a participé à plusieurs projets d'assistance éducationnelle en anesthésie (au Népal, en Éthiopie, à Madagascar, au Ghana). Elle fait partie de la Société canadienne des anesthésiologistes, qui regroupe les anesthésiologistes du Canada et fait également partie de la Fédération mondiale des sociétés d'anesthésiologistes.

En 2004, le recteur de l'Université nationale du Rwanda a demandé l'assistance de la FEISCA pour un programme de formation de médecins en anesthésie. Il faut savoir que le Rwanda compte seulement une anesthésiologiste rwandaise, par conséquent, ce sont principalement des infirmières qui pratiquent l'anesthésie dans les hôpitaux du pays. En 2005, la FEISCA a consenti à étudier le programme avec l'aide de la Société canadienne des anesthésiologistes et avec la participation de l'American Society of Anesthesiologists.

En janvier 2006, le programme a été officiellement lancé avec des bénévoles canadiens et américains, de façon à assurer la continuité de la formation des résidents et infirmières en anesthésie. Les bénévoles suivent un curriculum préparé au Canada avec la participation de la directrice du programme d'anesthésie à l'Université du Rwanda, et dont la formation théorique et pratique se déroule sur trois ans dans les hôpitaux de Kigali et Butare, au Rwanda. En juin 2007, la Fondation Alan and Louise Edwards de Montréal a par ailleurs établi un fonds pour l'enseignement en traitement de la douleur au Rwanda par des infirmières spécialistes en douleur adulte et pédiatrique, tant aiguë que chronique.

Depuis la mise en place du programme en janvier 2006, 23 anesthésiologistes bénévoles du Canada et des États-Unis ont été envoyés dans divers hôpitaux universitaires rwandais, de même que cinq résidents canadiens en anesthésie et deux infirmières spécialistes en douleur.

Depuis juillet 2006, cinq résidents rwandais ont été recrutés et ont pu bénéficier de l'enseignement offert par ces spécialistes. Deux d'entre eux ont commencé leur formation au cours de cette même

année et trois l'ont débutée en 2007. À ce nombre, s'ajoutent trois autres résidents rwandais qui ont choisi de rentrer de la France et de la Belgique pour compléter leur formation au Rwanda.

L'effort commun déployé par le Canada et le Rwanda aidera à garantir une anesthésie sécuritaire pour toute la population du Rwanda dans le futur.



Pavillon médical et
chirurgical à l'hôpital
de Kigali (Rwanda)



Le Dr Carli, bénévole et membre de la FEISCA, est entouré du Dr Désiré (à gauche), chef de clinique et anesthésiste de l'hôpital Butare, de même que des Drs Paulin et Theo (à droite), deux résidents du programme d'anesthésie.



Éducation



L'éducation
pour tous

Projet: la Fondation PGL renforce l'éducation
de base par un programme de mentorat

Secteur du projet: éducation et gouvernance

Objectif principal: contribuer à la qualité de
l'enseignement de base au Burkina Faso

Lieu: Koudougou, Burkina Faso

Population visée: directeurs et enseignants
d'écoles primaires

Période couverte: juillet 2006 à juin 2010

Le projet d'appui au mentorat en éducation au Burkina Faso (PAMEB) a pour but de contribuer au développement d'une éducation de base de qualité en renforçant les capacités des gestionnaires et des enseignants retraités et en exercice. L'originalité de ce projet repose sur un mentorat auprès des intervenants du réseau scolaire de deux régions au plus, simultanément pendant une période de trois années académiques (18 mois) et un suivi plus éloigné pendant deux ans.

Le PAMEB, réalisé uniquement par la Fondation Paul Gérin-Lajoie (FPGL), a enregistré après deux ans et demi d'activités les résultats suivants:

- formation et envoi de huit éducateurs sans frontières (ESF) canadiens, quatre dans la province du Yatenga et quatre dans le Sanguié;
- dans le Boulkiemdé, les mentors continuent d'opérer en solo suivis par deux ESF et se sont constitués en associations;
- douze écoles du Sanguié ont reçu l'appui de six mentors et de quatre ESF;
- les fiches pédagogiques de lecture sont tranquillement mises en place par les mentors dans les écoles. Compte tenu des graves lacunes de lecture, ces fiches sont des outils fort utiles pour les enseignants;
- 22 écoles du Yatenga ont été appuyées par quatre ESF et dix mentors burkinabés dont un seul est nouveau;
- le dossier du tutorat a été poursuivi dans les écoles.

Suivant ces résultats, la FPGL atteindra en juin 2010, date de fin du PAMEB, tous les extrants souhaités par les autorités du Burkina Faso.

Au sein de son palmarès, la FPGL compte de nombreux prix qui lui ont été décernés pour son dévouement et sa contribution à l'international autant par ses projets locaux qu'internationaux. Ainsi, pour n'en citer que quelques-uns, le 8 septembre 2001, elle reçoit de l'UNESCO le Prix d'alphabétisation Roi Sejong pour

l'année 2001, pour son Projet Alfatitbonit / Alfa Desalin en Haïti; pour sa contribution exceptionnelle au rayonnement et au développement de l'action bénévole, la FPGL reçoit le 18 avril 2007 du Gouvernement du Québec le Prix Hommage bénévolat-Québec 2007; enfin, le 13 mars 2008, son Président fondateur, Paul Gérin-Lajoie, reçoit de l'UNESCO la médaille d'or Einstein pour sa contribution exceptionnelle à la coopération internationale.



Sous l'oreille attentive
du mentor, Michel Caron,
Aminata poursuit la lecture.



La maîtresse burkinabée, Christiane, donne un cours de français,
sous l'œil de son mentor québécois Michel Caron.



Projet: un consortium canado-haïtien contribue
à la réussite scolaire

Lieu: Cap-Haïtien, Plaisance et Port-Margot à
Haïti (départements du nord et du nord-est)

Population visée:

- 3 communautés
- 35 écoles primaires
- 200 enseignant(e)s
- 6350 enfants
- env. 12 000 parents (bénéficiaires indirects)

Période couverte: juillet 2006 à juillet 2008

En Haïti, à peine plus de 50% des enfants fréquentent l'école primaire et seulement un petit nombre d'entre eux atteignent le niveau secondaire. C'est dans le but d'améliorer cette situation, et en appui aux efforts du gouvernement haïtien, qu'en avril 2005 était mis sur pied un consortium canado-haïtien incluant Plan Nagua, l'organisme d'aide internationale à l'enfance (L'AMIE), l'Association québécoise pour l'avancement des Nations Unies (AQANU) et l'Agence de secours et de bienfaisance aux enfants défavorisés (ASEBED), une organisation basée à Ottawa et présente au Cap-Haïtien.

Depuis juillet 2006, ce groupe exécute, sous le leadership de Plan Nagua, le projet *Amélioration de l'éducation de base dans la région du nord et nord-est d'Haïti* qui est financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et le ministère des Relations internationales (MRI) du Québec. D'une durée de deux ans, ce projet-pilote touche 35 écoles et vise à améliorer la réussite scolaire par le développement des compétences pédagogiques des enseignant(e)s, dont seulement 20% ont une formation académique, ainsi que le support à l'intégration des enfants marginalisés, appelés « restaveks ».

Une collaboration avec le ministère de l'Éducation nationale d'Haïti ainsi qu'avec le programme national des cantines scolaires (PNCS) a permis de trouver des formateurs, en plus de fournir un repas chaud par jour de classe à chaque enfant bénéficiaire du projet.

Grâce à ce projet, près de 200 enseignant(e)s des milieux ruraux ont participé à un programme de formation et sont donc mieux outillés pour faire face aux défis liés à la transmission des connaissances. Plusieurs enfants marginalisés ont repris le chemin de l'école. Maintenant, 6350 enfants prennent un repas chaud chaque jour de classe.

Environ 55% des bénéficiaires des cantines sont des filles et presque la moitié des enseignants formés sont des femmes. La forte représentation de ces dernières sur les comités de parents et dans la gestion des cantines leur procure une grande visibilité dans la vie socio-éducative de leur communauté.

En complément du projet, des latrines et des cuisines ont été installées pour protéger la santé des enfants. Un projet de réchaud à gaz permettant de remplacer le charbon de bois par un autre combustible moins polluant est aussi à l'étude.

Le consortium s'est positionné comme un acteur important en éducation de base dans la zone du projet en intégrant plusieurs tables de concertation régionales et en s'assurant de la pérennité du programme de formation ainsi que des cantines scolaires. Le succès de ce modèle de gestion conjoint représente une avancée significative vers l'efficacité de la coopération canadienne en

Haïti. Ce projet a d'ailleurs été utilisé comme « succes story » par le programme bilatéral de l'ACDI, par Amnesty internationale, dans le cadre de ses formations à la coopération, et par des chercheurs indépendants.



Distribution de cantines scolaires au
centre Cœur des Jeunes, Cap-Haïtien



Les enfants du centre Cœur eucharistique, Cap-Haïtien



Environnement et gestion des ressources naturelles



Projet: la gestion des déchets solides ménagers,
une solution écologique qui rapporte gros

Lieu: Bénin

Population visée: environ 1 000 000 des popula-
tions des villes de Cotonou et de Ouidah

Période couverte: 2001 à 2008

Cotonou, qui compte plus d'un million d'habitants, est l'une des villes les plus polluées d'Afrique de l'Ouest. Depuis plusieurs années, la capitale du Bénin est aux prises avec des problèmes importants de salubrité et d'accumulation désordonnée des ordures dans les espaces publics. Cette situation engendre la prolifération de la malaria et des maladies hydriques.

En 2001, Oxfam-Québec a mis sur pied le projet Gestion des déchets solides ménagers (GDSM), afin de réunir les différents acteurs du milieu, définir les rôles et responsabilités des partenaires et sensibiliser la population de la ville.

Le système de gestion des déchets implique la participation des familles qui doivent payer une redevance aux structures communautaires chargées de la collecte porte à porte. Ces 77 structures communautaires sont déployées sur l'ensemble du territoire de la ville de Cotonou et participent à la création de 887 emplois. Pour la ville de Ouidah, ce sont trois structures communautaires qui emploient 40 personnes.

Partenaires

Oxfam-Québec appuie les organisations locales de gestion des déchets et d'assainissement pour les villes de Cotonou (COGEDA) et Ouidah (USIRTO). Ces organisations regroupent les structures communautaires engagées dans toutes les étapes de gestion des déchets. En concertation avec les mairies, des systèmes d'information géographique ont été instaurés: ils permettent d'identifier les familles abonnées et de sensibiliser celles qui ne le sont pas à l'importance d'adhérer au plan de gestion en matière de déchets solides ménagers. Oxfam-Québec appuie également les comités d'arrondissements, afin que les ménages soient le mieux desservis possible.

L'organisation et la dynamisation du système de gestion des déchets s'effectuent en trois étapes:

- Pré-collecte: cueillir les déchets porte à porte, par des structures communautaires.

- Transport des déchets à partir des six points de regroupement vers les lieux d'enfouissement.
- Gestion du site d'enfouissement où les camions déversent les conteneurs à déchets.

À Cotonou, plus de 38 000 foyers se sont abonnés. Ce nombre représente 86% de l'ensemble des ménages en mesure de s'abonner. Dans la mairie de Ouidah, plus de 2000 familles se sont abonnées, atteignant ainsi un taux d'abonnement de 45%. En 2007, la vente de compost a atteint 85 m³ pour la première année d'exploitation et les ventes sont en hausse. Les femmes récupératrices collectent environ 2361 tonnes d'objets pour un chiffre d'affaires atteignant 721 000 \$.



Les dépôts sauvages
avant l'intervention
du projet à Cotonou



Après l'intervention du projet



Projet: en réduisant la pollution atmosphérique
d'origine industrielle, Roche International améliore
la santé des Égyptiens

Lieu: Égypte

Population visée: la population d'Arab Abu Saed
qui est estimée à 100 000 habitants et celle
des localités voisines

Période couverte: septembre 2002 à mars 2006

Roche International a jusqu'à ce jour réalisé de nombreux projets faisant appel à ses capacités en consultation, assistance technique, ingénierie, ainsi qu'en planification et développement de projets dans plus de 50 pays. Elle existe depuis 1978 et a acquis une solide réputation dans plusieurs secteurs.

Le projet en Égypte avait comme mandat de réduire les gaz à effet de serre (GES) émis par une cinquantaine d'usines de fabrication de briques, localisées dans la province d'Arab Abu Saed au sud du Caire (partie du « Giza Governorate »), en convertissant leur source énergétique du mazout (huile lourde) au gaz naturel.

En plus du transfert technologique, le projet avait aussi pour objectif de sensibiliser les coopérants égyptiens à cette problématique environnementale ainsi que de développer leur compréhension et leur capacité à intervenir efficacement pour maintenir les gains réalisés et les répéter à plus grande échelle dans d'autres régions du pays.

Le projet répond précisément aux objectifs qui fondent le développement durable. En effet, il s'agit d'un projet retenu par l'ACDI dans le cadre de ses politiques et programmes canadiens de coopération au développement.

La réussite du projet contribue de manière significative aux objectifs du gouvernement égyptien en matière de réduction des gaz à effet de serre (GES). Ce projet encourage et supporte ainsi l'application systématique de cette expérience concluante à d'autres régions et groupements industriels.

L'atteinte de l'objectif spécifique de réduire de 37% l'émission annuelle de dioxyde de carbone (CO₂), équivalant à une baisse approximative de 100 000 tonnes de GES par année pour l'ensemble des usines, s'est vérifiée au terme du projet.

Le succès obtenu signifie qu'en moyenne chaque usine produira 2000 tonnes de GES en moins par année. Pour l'ensemble des 50 usines, cela équivaut au dioxyde de carbone produit par 300 000 voitures dans les rues du Caire (ou approximativement 60 000 résidences canadiennes) annuellement!

On estime que grâce à la conversion énergétique, on peut prévoir une diminution de 90% du risque de cancer chez les populations environnantes et les travailleurs des usines exposés aux émissions chimiques, ainsi qu'une réduction de 80% des autres risques pour la santé découlant de cette pollution atmosphérique.



Conversion énergétique
d'usines de fabrication
de briques en Égypte



Partenariat public-privé hors du commun pour les programmes
canadiens d'aide au développement international



Environnement et gestion des ressources naturelles



Projet: la création de micro-entreprises favorise le développement d'activités économiques tout en améliorant la situation environnementale

Lieu: **Commune de Jacmel, Haïti**

Population visée: **communautés de la section communale du Bas Cap Rouge dans la Commune de Jacmel**

Période couverte: **juillet 2006 à juillet 2009**

Ce projet réunit deux organisations canadiennes, **COPEDH (Coalition pour la protection de l'environnement et le développement durable en Haïti)** et **SUCO (Solidarité-Union-Coopération)**, ainsi que deux organisations haïtiennes: **RAO (Regroupement des associations des Orangers)** et **RÉPIE (Réseau d'enseignement professionnel et d'interventions écologiques)**.

Ce projet se réalise dans le cadre d'un partenariat qui appuie les membres de la communauté des Orangers dans la mise sur pied de micro-entreprises environnementales qui favoriseront le développement d'activités économiques (pépinières, ruchers et élevage caprin) et le reboisement. Le projet inclut un volet de formation des membres de la communauté à la gestion de leur micro-entreprise.

La durabilité des investissements est garantie par l'implication des membres à travers une démarche participative. Des outils tels un plan de veille environnementale, de valorisation et d'utilisation des productions des micro-entreprises ainsi qu'un plan de mise en marché assurent la pérennité du projet. Des activités de communication et d'éducation relative à l'environnement, en milieu communal et scolaire, renforcent les activités environnementales menées.

Le projet vise à accroître les capacités et les habiletés des communautés, des producteurs et productrices des Orangers à prendre en charge l'amélioration de leur milieu de vie. Une centaine de membres issus de dix organisations de base ont été formés, encadrés et ont participé aux actions de développement environnemental. Grâce au travail des animateurs et animatrices et des différents partenaires impliqués, la situation environnementale des Orangers s'est améliorée permettant l'augmentation de la biodiversité (une vingtaine d'espèces végétales tant forestières que fruitières y ont été introduites), l'amélioration de la race ovine, la captation des eaux de pluie, la diminution de l'érosion et des inondations par le reboisement. Les activités des micro-entreprises ont permis la mise sur pied et le renforcement d'un modèle de gestion collective des activités liées à la pépinière, à

l'apiculture et à l'élevage caprin. La communauté de Jacmel (plus de 40 000 personnes) a bénéficié d'activités de sensibilisation/éducation (ERE) et de communication relatives à l'environnement (CORE), notamment par l'apport des radios communautaires locales. Du personnel enseignant ainsi que des élèves de cinq institutions scolaires ont été sensibilisés à la protection de leur environnement immédiat. Un autre résultat intéressant est la mise en place d'un partenariat avec le ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural (MARNDR) et le ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle (MEFP) qui renforce REPIE par leurs encouragements et leurs conseils.



L'emplacement où l'on retrouve des pousses d'arbres forestiers et d'arbres fruitiers (chênes, citrus, etc). C'est aussi un lieu d'expérimentation de nouvelles essences d'arbres qui serviront éventuellement au reboisement des mornes.



L'environnement s'assèche, l'érosion fait des ravages. Le projet contribue à améliorer l'environnement en reboisant diverses espèces d'arbres sur les mornes environnants dans la zone.



TECSULT | AECOM

Projet: un partenariat international s'emploie à mettre en valeur le potentiel hydroélectrique du fleuve Gambie

Lieux: **Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Sénégal**

Population visée: **24 163 000 personnes en 2005 seulement**

Période couverte: **de 2002 à 2007**

Le projet consiste à réaliser les études de faisabilité et d'avant-projets détaillés, à élaborer les documents d'appel d'offres ainsi qu'à effectuer les études géotechniques et d'impacts sur l'environnement liées à l'implantation des travaux du projet Énergie de l'Organisation de la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG). Afin d'exécuter ces travaux, les sociétés **COYNE ET BELLIER (France)**, **TECSULT (Canada)** et **COBA (Portugal)** créent le Consortium **COTÉCO**.

L'OMVG est un organisme à vocation sous-régionale qui regroupe la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau et le Sénégal. Son secrétariat exécutif est l'organe d'exécution des programmes de développement intégré des quatre pays membres pour une exploitation rationnelle et harmonieuse des ressources communes des bassins des fleuves Gambie, Kayanga-Géba et Koliba-Corubal.

Le programme de développement énergétique de l'OMVG vise le renforcement de la coopération et de l'intégration régionale par l'exploitation et l'utilisation rationnelles du potentiel des ressources hydro-énergétiques des quatre pays membres. La Banque africaine de développement finance ces études.

Il en résulte un projet d'une valeur de 1,2 milliard de dollars. Ce projet comprend la construction d'aménagements hydroélectriques de 128 MW à Sambangalou au Sénégal et de 240,5 MW à Kaléta en Guinée ainsi que de 15 postes de transformation de 225 kV/30 kV et d'une ligne d'interconnexion à 225 kV. Cette ligne, d'une longueur de 1700 km, est en circuit bouclé et relie la Gambie, le Sénégal, la Guinée et la Guinée-Bissau.

On évalue l'énergie annuelle produite par la centrale de Sambangalou à 402 GWh/an et celle produite par la centrale de Kaléta à 946 GWh/an, soit un total de 1348 GWh/an. Cette énergie représente 22,5% de la demande prévisionnelle de la zone OMVG à l'horizon 2011.

Le projet met en place des infrastructures durables fournissant une énergie renouvelable dont le coût relativement bas améliore le bien-être des populations locales, réduit la pauvreté et favorise le

développement économique de la sous-région de quatre pays de l'Afrique de l'Ouest. Le projet permet également de réduire de façon appréciable la consommation de produits pétroliers qu'utilisent les centrales thermiques, préservant ainsi l'environnement et renforçant par la même occasion l'indépendance énergétique de ces pays.

Pour atteindre cet objectif, le projet envisage de mobiliser les populations des quatre pays à prendre en charge leur propre développement par des actions de promotion rurale visant la gestion rationnelle des ressources naturelles et la conservation de l'environnement au profit des communautés.

La réalisation de ces aménagements permet de mettre en valeur un potentiel énergétique encore largement inexploité et de réduire les besoins en combustibles fossiles.



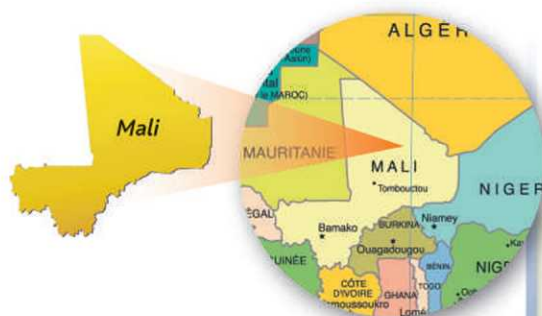
Site de l'usine de la centrale de Kaléta



Vue d'ensemble du site de Kaléta



Gouvernance



UNIVERSITÉ
LAVAL

Projet: l'Université Laval met ses connaissances
en agroforesterie au profit de la lutte à la
pauvreté

Lieu: Mali

Population visée: communautés rurales, agents
de développement, étudiants et enseignants

Période couverte: 2007-2013

Pratiquée depuis des temps immémoriaux par les paysans, l'intégration des arbres à l'agriculture est devenue une discipline scientifique appelée agroforesterie. Issue de la tradition, elle ouvre aujourd'hui de nouvelles perspectives dans la recherche de solutions aux défis et problèmes que posent la production alimentaire et la dégradation de l'environnement.

C'est une conviction largement partagée à l'Institut polytechnique rural de formation et de recherche appliquée (IPR/IFRA) situé à Katibougou, au Mali. Depuis plusieurs années déjà, il fait en sorte que ses étudiants et la collectivité qu'il dessert connaissent et utilisent davantage l'agroforesterie.

C'est aussi ce que fait l'Université Laval avec le programme de maîtrise qu'elle offre dans ce domaine depuis 12 ans, le seul du genre dispensé en français à l'échelle de la planète. C'est également la mission du Groupe interdisciplinaire de recherche en agroforesterie (GIRAF), créé dans la foulée de travaux principalement réalisés au Sahel depuis 1998. Des travaux qui ont valu à son directeur, le professeur Alain Olivier, de recevoir en 2004 un prestigieux prix du magazine français La Recherche.

«Des arbres et des champs contre la pauvreté au Mali» est le fruit d'un partenariat construit autour d'un centre d'intérêt commun qui permet maintenant à l'Université Laval de renforcer les capacités de l'IPR/IFRA dans le domaine de l'agroforesterie. C'est un projet financé par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), par l'entremise d'un programme de coopération universitaire (PUCD) administré par l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC).

Prévu pour une durée de 6 ans, le projet a véritablement démarré il y a environ un an. Certaines activités, comme la mise en œuvre d'un programme pilote d'appui/conseil en agroforesterie, en sont encore aux premières étapes de réalisation. Quatre étudiants gradués de l'Université Laval ont effectué un stage de trois mois au Mali l'été dernier. Associés à autant de stagiaires de l'IPR/IFRA et à leurs professeurs, ils ont notamment participé à la phase

d'enquêtes exploratoires qui visent à établir un dialogue avec les communautés rurales tout en rassemblant l'information nécessaire à la mise sur pied de ce programme.

À l'heure actuelle, trois membres du corps professoral de l'IPR/IFRA, dont deux femmes, poursuivent des études de maîtrise à l'Université Laval. L'année prochaine, deux autres enseignants en feront autant. La révision et la conception de programmes d'études, de cours et de sessions de formation, ainsi que la consolidation du Centre des ressources agroforestières du Sahel (CRAF), sont aussi au programme. Avec ces diverses formes d'appui, l'IPR/IFRA pourra contribuer à ce que l'agroforesterie soit plus largement pratiquée au Mali et ainsi participer à la réduction de la pauvreté en milieu rural.

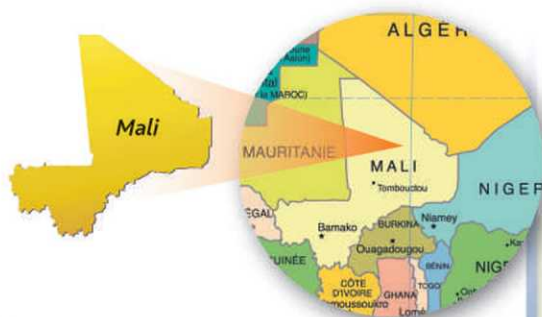


En plus du bois, les arbres fournissent différents produits alimentaires (noix, fruits, feuilles comestibles), des produits médicaux, du fourrage, des huiles, des fibres, des tannins, etc. Les arbres servent aussi à fertiliser les sols et à les protéger contre l'érosion, séquestrent du CO₂, contribuent à la biodiversité et fournissent une ombre appréciée.

Photos: Jean Bonneville



Des feuilles sur deux roues: les feuilles de plusieurs arbres que l'on retrouve dans les champs au Mali sont utilisées pour nourrir les animaux d'élevage. Leur récolte est à la base d'une activité économique importante. Elle est généralement pratiquée par des hommes et demande un talent remarquable pour équilibrer de volumineuses charges qui sont transportées à vélo.



Projet: le gouvernement malien augmente ses
recettes intérieures grâce à la réforme fiscale
préconisée par CRC Sogema

Lieu: Mali, Afrique de l'Ouest

Population visée: personnel de la Direction
générale des impôts (DGI) de Bamako et des
Directions régionales des impôts (11 régions);
centres des impôts de Bamako (6 centres);
contribuables maliens (travailleurs et entreprises);
société civile; direction générale des
douanes; direction nationale du Trésor et de
la Comptabilité publique

Période couverte: juillet 1997 à mars 2006

Afin de pallier la baisse des recettes douanières qu'entraînerait l'application du tarif extérieur commun au sein de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le gouvernement du Mali a adressé une requête de financement à l'ACDI pour un projet d'appui visant à mobiliser davantage les recettes intérieures (PAMORI).

La finalité du PAMORI était de renforcer, de façon pérenne, la capacité endogène de l'État malien à satisfaire les besoins de base de la population et à réduire la pauvreté et visait particulièrement à :

- augmenter les recettes fiscales;
- appuyer le gouvernement pour la conception et la mise en place effective d'une réforme fiscale visant l'augmentation des revenus intérieurs;
- rendre la société civile plus apte au débat sur les finances publiques.

En 2006, à la fin du projet, les principaux indicateurs de recettes ont tous enregistré une augmentation significative, et ce, malgré une conjoncture économique difficile :

- les recettes intérieures du Mali ont augmenté de 400 %;
- le taux de pression fiscale a augmenté de 21,6 %;
- les recettes de la Direction générale des impôts (DGI) sont passées de 63 milliards de francs CFA en 1997 à 256 milliards de francs CFA en 2007 (augmentation de 340 %);
- l'élargissement de l'assiette fiscale s'est traduit par une diminution de la dépendance des recettes envers les grandes entreprises: à la fin de 2004, les 10 plus grands contribuables représentaient 50 % des impôts des sociétés par rapport à 98 % en 1997.

Un autre résultat atteint est la modernisation de la Direction générale des impôts (DGI) grâce à l'implantation du système intégré de gestion des taxes (SIGTAS) et la mise en place du programme de modernisation de tous les centres d'impôt de Bamako. En moins de trois ans (2002 à 2005), la DGI est passée d'une gestion manuelle de ses impôts à une gestion informatisée,

ce qui a permis de doubler, voire tripler les recettes fiscales de certains centres d'impôts. À la fin de l'année 2005, la DGI comptait plus de 300 postes de travail informatisés, contre moins de 10 ordinateurs au début du projet.

Grace à l'approche participative préconisée par CRC Sogema, l'équipe malienne s'est appropriée le projet qui est devenu sien. Selon le chef de la Division et maintenance des systèmes d'information de la DGI, «l'approche de CRC Sogema est axée sur le transfert de compétences et a laissé des acquis solides avec le projet PAMORI. Les résultats sont concrets et durables.»

Enfin, le succès du PAMORI en a fait une vitrine pour l'ensemble des pays d'Afrique de l'Ouest en matière de bonne gouvernance dans le domaine de la fiscalité.



L'ancien bâtiment de la
Direction générale des impôts
(DGI)



On voit le nouveau bâtiment de la DGI construit et modernisé en 2005. Dans le cadre du projet PAMORI, les gouvernements malien et canadien ont établi un programme de réhabilitation des structures de gestion des impôts dont faisait partie la DGI. La modernisation de la DGI s'est concrétisée par la construction de nouveaux bâtiments et l'équipement de la Direction en fournitures et matériel informatique.



Gouvernance



École nationale d'administration publique

Projet: **l'ENAP forme les leaders et les gestionnaires du gouvernement malgache**

Lieu: **Madagascar**

Population visée: **les ministres et les secrétaires généraux du gouvernement de Madagascar**

Période couverte: **janvier à juin 2004**

Dans le cadre d'un projet financé par la Banque mondiale, l'Institut d'administration publique du Canada a retenu l'École nationale d'administration publique (ENAP) pour concevoir, développer et diffuser un programme de renforcement des capacités en leadership et en management à l'intention des ministres et des secrétaires généraux du gouvernement de Madagascar. Le projet a initialement été commandé par les plus hautes autorités du gouvernement malgache.

Le programme de formation développé visait à permettre aux participants de renforcer leurs compétences de leaders et de managers dans le but d'accélérer la mise en œuvre des projets prioritaires identifiés dans le Document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP) du gouvernement de Madagascar.

De façon plus spécifique, le programme a été conçu pour permettre aux ministres et aux secrétaires généraux d'approfondir leur compréhension des principaux enjeux liés à l'exercice de leurs responsabilités et de renforcer leur capacité d'action, notamment en ce qui concerne: 1) l'analyse de l'environnement dans lequel ils évoluent, 2) la priorisation des actions à entreprendre au sein de leur ministère, 3) la gestion du changement et l'émergence d'une vision commune, 4) la délégation des responsabilités au sein de leur ministère, 5) la communication avec les hautes instances du gouvernement, leurs collaborateurs, les fonctionnaires de leur ministère et les acteurs de la société civile.

Au terme de cet exercice, des ateliers de restitution centrés sur le leadership, la gestion du changement et la réforme de la fonction publique ont été organisés pour les directeurs généraux et les directeurs de l'administration centrale, de même que pour les directeurs régionaux dans chacune des provinces. Ces ateliers ont été animés par des ministres et des secrétaires généraux.

Au total, dix-neuf secrétaires généraux, vingt ministres malgaches ainsi que le premier ministre bénéficièrent de la formation sur le leadership en management public diffusée par l'ENAP. Centrée sur le leadership en action, la formation était particulière du fait

qu'elle a mis à contribution, en tant que formateurs, divers acteurs politiques et administratifs québécois qui partageaient des préoccupations similaires à celles des participants malgaches.

L'opération a suscité beaucoup d'intérêt auprès de diverses organisations internationales, notamment la Banque mondiale et l'ACDI, qui ont souhaité répéter l'expérience dans d'autres pays. De même, le projet a permis à l'ENAP et au gouvernement du Québec de développer une expertise d'accompagnement conseil auprès des plus hautes autorités d'un pays en matière de gouvernance. Cette expertise est entre autre déployée actuellement auprès du gouvernement d'Haïti dans le cadre du projet d'appui au renforcement de la gestion publique (PARGEP).



M. Jacques Sylla, premier ministre de Madagascar en 2004, et M. Marcel Proulx, directeur général de l'ENAP



Un groupe d'administrateurs d'état de Madagascar assistent à la cérémonie de clôture du programme de formation sur le leadership et le management organisé par l'ENAP.



FCM Federation of Canadian Municipalities Fédération canadienne des municipalités

Projet: **le savoir-faire des municipalités québécoises au service des collectivités locales dans les pays en voie de développement**

Lieux des deux projets: **Ville de Saguenay (Canada) et Ville de Nam Dinh (Vietnam); et Ville de Québec (Canada) et Ville de Ouagadougou (Burkina Faso)**

Population visée: **les collectivités de Nam Dinh, au Vietnam (2 M d'hab) et de Ouagadougou, au Burkina Faso (1 M d'hab.)**

Période couverte: **2000-2007**

Le Programme des partenariats municipaux de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) est le principal mécanisme d'action internationale de la FCM. Ce programme a pour objet de réduire la pauvreté, d'améliorer la qualité de vie et d'accroître la viabilité des collectivités locales dans les pays en développement ciblés en aidant les administrations locales à renforcer leurs capacités.

Plus précisément, le programme vise à:

- Renforcer la capacité des administrations locales à résoudre les problèmes dans le domaine du développement social, de l'environnement et du bien-être économique sur leur territoire;
- Améliorer le cadre juridique et réglementaire dans lequel évoluent les villes et les municipalités;
- Consolider les réseaux régionaux et multilatéraux en appui aux villes et aux municipalités.

L'un des projets de partenariat menés par la FCM implique les villes de Saguenay, au Canada, et de Nam Dinh, au Vietnam. Ce projet porte sur la gestion foncière et les finances municipales, et plus particulièrement sur les systèmes d'information relatifs à la gestion foncière et leurs répercussions en matière d'imposition.

Avant l'implication de Saguenay, aucun système n'était informatisé pour la gestion des propriétés foncières, pour l'octroi des permis ou pour la taxation à Nam Dinh. Le partenariat mis en place a donc permis l'informatisation de ces systèmes et a ainsi contribué à renforcer les opérations municipales, qui sont désormais plus transparentes. Nam Dinh génère aussi plus de revenus pour la municipalité.

Un autre projet de partenariat a permis aux villes de Québec et de Ouagadougou de travailler conjointement à la mise en place d'une direction de la Questure (équivalent du greffe municipal combiné à la gestion financière des réunions du conseil), dont Ouagadougou est désormais la seule ville à bénéficier en Afrique de l'Ouest, ainsi qu'à la réorganisation de la Direction des Ressources humaines et à l'assainissement des eaux usées de cette ville.

La création de la Direction de la Questure a amené avec elle l'élaboration d'un code d'éthique pour le Conseil, l'augmentation de la transparence et de l'efficacité des réunions du Conseil et la formation de 163 conseillers municipaux et cinq agents de bureau. En outre, la ville de Ouagadougou est maintenant en mesure de former d'autres villes du Burkina Faso et de répondre à plusieurs demandes des pays voisins en vue d'appuyer la mise en place d'un service similaire.

La réorganisation de la Direction des Ressources humaines, en augmentant la productivité des 1300 agents de la Ville, a nettement augmenté la qualité des services offerts aux citoyens.



Enfin, la collaboration entre les deux villes au plan de l'assainissement des eaux usées a permis d'outiller la Ville de Ouagadougou afin qu'elle puisse gérer, exploiter et entretenir les installations que le gouvernement central devait lui transférer.

Le partenariat avec la Ville de Québec a permis à la Ville de Ouagadougou d'améliorer la gestion municipale des eaux.



Des représentants de Québec et de Ouagadougou



Rendez-vous de la coopération
québécoise et canadienne
dans la Francophonie

Développement du secteur privé

Lors de la conférence Dakar 2005, le CECI expérimentait une nouvelle approche de développement international: le partenariat Nord-Sud et Sud-Sud. Grâce à des partenaires canadiens comme le Chantier de l'économie sociale, le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) et le Réseau canadien de développement économique communautaire (RCDEC), des praticiens du développement local de toute la Francophonie se sont rencontrés. Ils ont partagé leur savoir-faire et collaborent maintenant au dialogue politique favorable à une économie démocratique, solidaire et inclusive, une économie qui ne fait que des gagnants.

« Peu importe la filière bio alimentaire dans laquelle nous travaillons, l'important est que nous ayons réussi à créer une génération de femmes entrepreneures. »

Abou Tagnan, gestionnaire de la coopérative de Léo, Burkina Faso (projet karité CECI)



« On entend un arbre qui tombe, mais pas une forêt qui pousse... Les réseaux d'économie sociale sont des forêts qui poussent, un peu partout dans le monde. »

Daniel Tygel, Forum brésilien d'économie sociale

En Afrique de l'Ouest, le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) soutient des organisations du secteur agroalimentaire et artisanal. Que ce soit sous forme de coopératives, d'associations ou de mutuelles, ces entreprises collectives s'inscrivent dans le champ de l'économie sociale et solidaire. À titre d'exemple, les groupements de productrices de karité comptent parmi ces organisations qui contribuent grandement à améliorer les conditions socioéconomiques de milliers de femmes en milieu rural.

Depuis plus de cinq ans, par le biais du programme Uniterra, le CECI a appuyé l'émergence des réseaux nationaux d'économie sociale et solidaire au Burkina Faso, au Mali, en Guinée, au Niger et au Sénégal. Sur des bases de coopération plutôt que de décision et de contrôle, ces réseaux rassemblent des organisations qui ont une activité productive ou qui répondent à des besoins sociaux. Regroupées en réseaux nationaux, ces organisations tissent une large toile de solidarité et constituent le fer de lance du mouvement international de l'économie sociale et solidaire dont la mission est de faire émerger de nouvelles régulations économiques et sociales qui feront reculer la pauvreté au Sud comme au Nord.

Le travail en réseau est basé sur une compréhension commune et un consensus autour de la définition de l'économie sociale et solidaire, un concept englobant qui renvoie à un large spectre d'initiatives. Présente aussi bien dans les centres urbains que dans le milieu rural, l'économie sociale participe à une économie plurielle. Elle poursuit des objectifs spécifiques: utilité sociale, prise en charge individuelle et collective, revitalisation de collectivités, création d'emplois, etc. Ainsi, les initiatives de l'économie sociale sont à même de mobiliser des ressources humaines, communautaires et financières souvent négligées par l'économie dominante. L'appui du CECI aux réseaux d'économie sociale a permis le renforcement des réseaux africains qui sont de plus en plus aptes à concevoir des programmes de services-conseils et de soutien technique au bénéfice d'entreprises sociales et collectives.



CENTRE D'ÉTUDE ET DE
COOPÉRATION INTERNATIONALE

Projet: les réseaux d'économie sociale et solidaire: pour une économie juste, démocratique et inclusive

Lieux: Burkina Faso, Mali, Guinée, Niger et Sénégal

Population visée: autant rurale qu'urbaine

Période couverte: développe une nouvelle approche depuis 2005

Les entrepreneurs jouent un rôle de premier plan dans la croissance économique de leur communauté, et donc dans la lutte à la pauvreté. Pour faire croître leur entreprise, ils doivent cependant avoir accès à des services financiers adaptés à leurs besoins.

C'est pour venir en aide à ces entrepreneurs que Développement international Desjardins (DID) s'est associé au Réseau des caisses populaires du Burkina (RCPB), un partenaire de longue date, ainsi qu'à l'Agence canadienne de développement international (ACDI) pour mettre en place un Centre financier aux entrepreneurs (CFE) dans la capitale burkinabè, Ouagadougou. S'inspirant des Centres financiers aux entreprises mis en place par Desjardins au Québec, DID en a adapté la formule afin de répondre adéquatement aux besoins rencontrés au Burkina Faso.

Le CFE mis en place vient compléter l'offre des caisses du RCPB en ce que les spécialistes qui y travaillent connaissent bien les besoins des entrepreneurs, leurs filières de production ainsi que leurs marchés. Ils sont en mesure d'offrir de précieux conseils de gestion ainsi que des produits financiers conçus spécifiquement pour les entrepreneurs, de manière à les accompagner tout au long de l'évolution de leur entreprise. Le CFE constitue ainsi la bouffée d'oxygène dont plusieurs entrepreneurs avaient besoin pour aller de l'avant.

Ce projet novateur a permis de créer ou de consolider de nombreux emplois et de formaliser plusieurs petites entreprises qui opéraient jusque-là en marge du secteur formel. À l'issue du projet, le CFE joignait 274 emprunteurs auxquels il avait octroyé un montant total de 2,8 milliards de francs CFA (6,8 millions de dollars canadiens). Le quart de ce crédit total a été octroyé à des femmes, les aidant ainsi à prendre leur place dans le monde des affaires.

Pour l'ensemble des entrepreneurs faisant affaire avec le CFE, les impacts de cette organisation sont considérables. « Ce que m'apporte le CFE, c'est vraiment un grand coup de pouce. Avec le crédit que j'y ai obtenu, je peux augmenter mes stocks et

envisager la croissance de mon commerce. Car quoi que l'on dise, on ne peut pas grandir sans les moyens nécessaires », explique Jacqueline Boni, commerçante et membre du RCPB.

Déjà, le CFE de Ouagadougou a fait la preuve de sa pertinence pour le développement du Burkina Faso. En participant à la consolidation et à l'essor des petites et moyennes entreprises, il favorise le développement du secteur privé et, avec lui, l'emploi, la création de la richesse et l'amélioration des conditions de vie de la population de ce pays.

Jacqueline Boni en compagnie du conseiller de DID qui a appuyé la mise en place du CFE



Un entrepreneur à l'œuvre



Desjardins
Développement international

Projet: Développement international Desjardins met en place un centre financier aux entrepreneurs (CFE) dans la capitale du Burkina Faso

Lieu: Ouagadougou, Burkina Faso

Population visée: petits entrepreneurs de Ouagadougou, Burkina Faso

Période couverte: avril 2003 à mars 2007



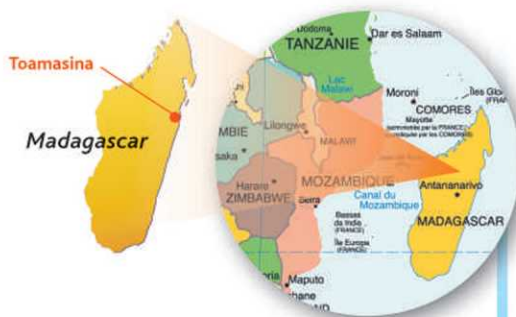
Rendez-vous de la coopération
québécoise et canadienne
dans la Francophonie

17

Du 15 au 17 octobre 2008

www.rvcooperation.com

Développement du secteur privé



Projet: **SNC Lavalin International forme les travailleurs dans le cadre du plus grand projet minier de l'histoire de Madagascar et le plus important projet de nickel sur le globe actuellement**

Lieu: **Madagascar**

Population visée: **communautés à proximité du projet minier Ambatovy**

Période couverte: **avril 2007 à février 2009**

La phase de construction du projet Ambatovy a nécessité la mise en œuvre du programme LRDI (Local Resources Development Initiative), visant à former des milliers de travailleurs malgaches dans les métiers de la construction, à promouvoir le développement et l'accompagnement des petites, moyennes et micro-entreprises locales, à promouvoir le développement rural dans les zones d'intervention du projet.

Le programme LRDI est l'un des plus ambitieux programmes de développement durable associés à un grand projet industriel. La zone d'intervention couvre plus de 250 kilomètres depuis les Hauts Plateaux de la région Aloatra-Mangoro jusqu'à la côte Est de Madagascar, dans la région de Toamasina.

Bien que le programme soit encore en œuvre, il a déjà permis la formation de plus de 3000 travailleurs locaux dans les métiers de la construction, améliorant ainsi leur employabilité sur le projet Ambatovy. Plus de 75 % des travailleurs formés travaillent ou ont travaillé sur le projet.

En outre, plus de 45 entreprises locales ont déjà obtenu des marchés dans le cadre du projet Ambatovy, bénéficiant du même coup d'un programme de formation et de mentorat dispensé par le LRDI. Les formations ont couvert les sujets de la planification, de la gestion simplifiée, de la comptabilité, des ressources humaines et du leadership. Le mentorat s'exerce surtout dans la gestion de projet.

Par ailleurs, le programme LRDI intervient également dans le développement durable en mettant en relation les producteurs agricoles locaux et les acheteurs du projet Ambatovy. Un programme de mentorat et de renforcement des capacités a été mis sur pied pour permettre à des agriculteurs d'améliorer leur productivité.

Le programme LRDI du projet Ambatovy a largement facilité l'intégration du projet dans l'environnement local, tout en contribuant à catalyser le développement régional, pérenniser ce développement et maximiser les retombées positives du projet.



Formation en gestion/
comptabilité



Formation en construction



Droits et Démocratie
20 ans

De la parole aux actes.

Pour que la démocratie et les droits de la personne
se réalisent pour tous.

Côte d'Ivoire • Haïti • Maroc • Mauritanie • République démocratique du Congo



À partir de Montréal, depuis 20 ans, le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique du Canada aide les États et la société civile d'une quinzaine de pays en développement à mettre en pratique la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Leur démocratie.
Leurs droits.
Leurs solutions.
Notre appui.

Droits et Démocratie.
www.dd-rd.ca

Démocratie
Primauté de la personne
Entraide et solidarité
Équilibre financier
intergénérationnel
Valorisation du personnel
de l'administration publique

Nous sommes fiers
de souligner l'apport
de la **coopération**
et de la **mutualité**
au sein de la
Francophonie.



La Capitale
mutuelle de l'administration publique



L'ÉNERGIE D'UNE MUTUELLE
depuis 1940

PLAN Une action concrète de solidarité et de justice
nagua LES PRODUITS CERTIFIÉS
 organisme de coopération internationale ÉQUITABLES NAGUA

• CAFÉ • THÉ • SUCRE • CHOCOLAT • KARITÉ

Virage santé 100% ÉQUITABLE

Campagne de financement
 100% équitable
 Jusqu'à 50% de profit pour vous!

Au bureau,
 ou à la maison
 pour des pauses-café
 aux arômes d'équité

1 877 RD-NAGUA • www.plannagua.qc.ca • cafenagua@plannagua.qc.ca

LA SOCIÉTÉ CIVILE AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Le CECI, un des leaders de la coopération internationale au Québec, est fier de présenter l'économie sociale et solidaire, un moteur stratégique de lutte contre la pauvreté.

50 ans d'engagement responsable

CECI
 CENTRE D'ÉTUDE ET DE COOPÉRATION INTERNATIONALE



Pour passer à l'action:
www.cecica.ca

FCM
 Fédération canadienne des municipalités

La FCM remercie les municipalités du Québec pour les 20 années de partenariat avec la francophonie qui ont été consacrées au renforcement de la gouvernance locale, à l'amélioration de la prestation de services publics municipaux et à la réduction de la pauvreté.

www.fcm.ca/international




La diplomatie du savoir est précieuse


Les voies de l'internationalisation qu'emprunte l'Université de Montréal sont nombreuses et essentielles à la réalisation de sa mission de formation, d'enseignement et de recherche. Tant pour les membres de notre communauté que pour les gens avec qui nous travaillons partout dans le monde.

Université  de Montréal

VOICI NOTRE CAMPUS



PREMIÈRE UNIVERSITÉ AU PAYS POUR LES ÉTUDES À L'ÉTRANGER

 UNIVERSITÉ LAVAL
 Le monde a besoin de nouvelles idées

ulaval.ca

 Desjardins
 Développement international

PARTEZ TISSER DES LIENS AU MEXIQUE

CONCOURS JE FAIS MA PART.COOP
 JUSQU'AU AU 7 NOVEMBRE 2008

Courez la chance de gagner 2 séjours de sensibilisation au Mexique.

Visitez le microsite du concours www.Jefaismapart.Coop pour participer.

  travaille pour vous

 Agence canadienne de développement international Canadian International Development Agency



La Coop  fédérée

La force d'un réseau
 au cœur de la coopération



Concours

« Faites connaissance avec la coopération internationale »

À GAGNER!

COFFRET DE LUXE CONTENANT UNE VARIÉTÉ DE PRODUITS DE L'ÉRABLE

Gracieuseté de Citadelle,
coopérative de producteurs
de sirop d'érable (membre de
SOCODEVI) (valeur de 250 \$)
www.citadelle-camp.coop



PRODUITS ÉQUITABLES EQUITA

Un assortiment de produits équitables
Gracieuseté de EQUITA
(valeur de 75 \$)
www.equita.qc.ca



STATUETTE HAÏTIENNE

Gracieuseté de Développement international
Desjardins (DID)
(valeur de 50 \$)
www.did.qc.ca



CERTIFICAT CADEAU À L'AUBERGE L'AUTRE JARDIN

Hébergement pour 1 ou 2 per-
sonnes, pour une nuit, dans une
chambre de luxe avec bain thé-
rapeutique ainsi que le petit-déjeuner santé (produits
équitables, biologiques et locaux) (Valeur de 160 \$)
www.autrejardin.com/



PRODUITS ÉQUITABLES NAGUA

Un assortiment de produits équitables
Gracieuseté de Plan Nagua
(valeur de 75 \$)
www.plannagua.qc.ca



ABONNEMENT AU JOURNAL **leSoleil**

Un abonnement au journal Le Soleil (6 mois)
(valeur de 130 \$)
Gracieuseté du journal Le Soleil
www.lesoleil.com

Modalités du concours

Pour être admissible au concours, il faut compléter le coupon ci-dessous et répondre aux trois questions. Un seul coupon de participation par personne est admissible.

Le tirage aura lieu le lundi 27 octobre à 11 h. Au total, six prix seront remis et attribués au choix des gagnants (suivant l'ordre du tirage).

La date limite pour nous faire parvenir le coupon de participation est le vendredi 24 octobre à 17h. Les gagnants seront avisés la journée même du tirage.

Bulletin de participation

Faites parvenir le coupon par la poste à:
Plan Nagua, Concours « Faites connaissance
avec la coopération internationale »
110, 10^e Rue, bureau 200, Québec (QC) G1L 2M4
ou par courriel à concours@plannagua.qc.ca
Une version électronique est aussi disponible au
www.rvcooperation.com

Nom _____ Âge _____
Adresse _____
Ville _____ Province _____ Code postal _____
Tél. _____ Courriel _____

Questions

Connaissez-vous l'ampleur de la coopération québécoise et canadienne à travers la francophonie? Oui Non

Quelle a été votre plus grande découverte à travers ces pages ?

À la lecture du cahier spécial, diriez-vous que votre appréciation de la coopération internationale a évolué de façon :
 Positive Neutre Négative



Rendez-vous de la coopération
québécoise et canadienne
dans la Francophonie

20

Du 15 au 17 octobre 2008

www.rvcooperation.com

Programmation et exposition

Rendez-vous de la coopération
québécoise et canadienne
dans la Francophonie

EXPOSITION
DU 14 AU 24
OCTOBRE 08

UNIVERSITÉ LAVAL
PAVILLON ALPHONSE DESJARDINS
(SALLE 2470)

LUMIÈRE SUR LES VISAGES DE LA COOPÉRATION

LA CONCEPTION
DE L'EXPOSITION
EST UNE RÉALISATION DU
écOle
communication - design

Exposition de photos: Lumière sur les visages de la coopération

Les visiteurs découvriront les visages de la coopération internationale dans les pays de la Francophonie à travers six thématiques, chacune d'elles étant représentée par un objet de leur quotidien pour accentuer le contraste entre leurs conditions de vie et celles des pays en développement. Des extraits de la Charte des droits et libertés introduiront chaque thème et démontreront la nécessité de faire de la lutte à la pauvreté et à l'exclusion une priorité transcendant les frontières.

Où?

Pavillon Alphonse-Desjardins
de l'Université Laval,
salle d'exposition au 2^e étage

Quand?

Du mardi 14 au vendredi 17 octobre 2008,
de 9 h à 19 h

Du lundi 20 au vendredi 24 octobre 2008,
de 9 h à 17 h

Samedi 18 octobre 2008,
de 11 h à 15 h

Salon d'information

Une occasion unique de rencontrer les leaders de la coopération internationale d'ici et d'ailleurs et d'échanger avec une quarantaine d'organisations œuvrant dans les pays de la Francophonie.

Où?

Pavillon Alphonse-Desjardins
de l'Université Laval, Agora

Quand?

Mercredi 15 et jeudi 16 octobre,
de 9 h à 17 h

Vendredi 17 octobre,
de 9 h à 12 h